

MITEC
TELECOM INC.
2009
RAPPORT
ANNUEL



MESSAGE DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL

Je suis très satisfait des progrès qu'a réalisés Mitec au cours de la dernière année malgré ce que de nombreuses personnes ont désigné comme le pire effondrement économique de l'histoire contemporaine. Il ne fait aucun doute que notre équipe de direction, menée par Dan Piergentilli, et tous nos employés ont montré de quoi ils étaient capables au cours de l'année qui vient de s'écouler.

À la réunion du conseil d'administration tenue à l'automne 2008 pour analyser les résultats du premier trimestre de la société, la direction a présenté une stratégie de croissance axée sur les produits pouvant répondre aux besoins de plusieurs marchés spécialisés ayant un potentiel de croissance important. La stratégie prévoyait une collaboration avec les clients qui souhaitaient tirer parti de la demande croissante sur le plan des communications à large bande. Ayant été choisie à titre de fournisseur privilégié dans le cadre de nombreux programmes clés, Mitec peut compter sur des clients, existants et nouveaux, qui souhaitent affermir leur relation avec elle. Une stratégie axée sur leurs besoins a été acceptée à l'unanimité par le conseil.

Peu après, nous avons annoncé un important contrat de fourniture de matériel de communication conclu avec l'une des plus grandes sociétés de télécommunication au monde, lequel devrait générer des produits d'exploitation constants et à long terme. Nous avons aussi continué à cultiver d'autres relations d'affaires. Mitec n'a pas dévié de sa stratégie liée au marché spécialisé pour favoriser la croissance à mesure que la récession s'installait – même quand les fournisseurs d'équipements de télécommunication ont commencé à avoir de la difficulté à obtenir le crédit nécessaire pour construire de nouveaux réseaux. Malgré cela, les produits d'exploitation ont été stables grâce à notre solide trésorerie, à la diversification de notre clientèle et à l'éventail de nos produits destinés aux marchés militaires, du sans-fil, des communications par satellite et de TTPO. Cette stabilité nous a permis de poursuivre notre programme de recherche et de développement crucial tout au long de l'exercice et de prévoir la poursuite de ce programme dans notre budget de l'exercice 2010. Le resserrement du crédit s'est finalement atténué au fur et à mesure de la reprise économique et notre stratégie axée sur les clients a commencé à porter fruit.

Pendant tout l'exercice 2009, le président et chef de la direction de Mitec, Dan Piergentilli, a géré un programme minutieux de limitation des coûts et a travaillé avec la haute direction pour faire en sorte que les effets de la crise économique mondiale ne rendent pas Mitec trop vulnérable. Au début de l'exercice 2009, le conseil d'administration a créé un comité de fusions et acquisitions, composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers, dont le mandat consiste à évaluer les opportunités qui permettraient d'augmenter la valeur pour les actionnaires au moyen d'une ou de plusieurs transactions transformatrices qui garantiraient la rentabilité future de Mitec. Ce comité étudie les occasions de vente et d'achat d'entreprises ainsi que les possibilités de fusion et de coentreprises.

Nos employés ont prouvé leur détermination et leur ingéniosité puisque la progression de Mitec s'est maintenue malgré les circonstances exceptionnellement difficiles. Je souhaite saluer le leadership dont a fait preuve Dan Piergentilli face à ces défis. Je désire également profiter de l'occasion pour exprimer ma gratitude aux employés de Mitec pour leur dévouement et leur persévérance. Nous nous engageons à poursuivre notre stratégie de croissance. Nous sommes convaincus que nos clients et nos actionnaires en bénéficieront.



JEFFREY A. MANDEL

Président exécutif du conseil d'administration, Mitec Telecom Inc.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Comme toutes les entreprises du secteur de la fabrication au monde, Mitec a dû relever de gros défis pendant la majeure partie de l'exercice 2009. Cependant, la société a réussi à survivre à une grave récession mondiale, d'une ampleur sans précédent pour la plupart d'entre nous.

Au cours des dernières années, Mitec a redéfini sa stratégie de produits pour devenir un fabricant et concepteur de technologies de prochaine génération capable de répondre rapidement aux besoins des marchés spécialisés qui demandent des produits évolutifs toujours plus performants en terme de bande passante générant par le fait même des économies au niveau des frais d'exploitation. Cette reconcentration a fourni à nos clients aux prises avec des contraintes budgétaires de plus en plus sévères une excellente raison de continuer à acheter des biens d'équipement. Nous avons également constitué une clientèle géographiquement diversifiée, qui nous permet de tirer parti de possibilités liées à la reprise économique et aux projets d'infrastructures dans diverses régions du globe, et ce, sans avoir à dépendre de la reprise dans une région donnée. En conséquence, nous commençons à observer une augmentation graduelle de la demande pour nos produits.

Parmi les réalisations notables au cours de l'exercice 2009, soulignons l'adoption par divers clients à travers le monde de nos solutions de couverture pour le secteur des télécommunications. Ces solutions éprouvées et à la fine pointe de la technologie, issues de la technologie unique de Mitec sur les préamplificateurs et les amplificateurs, améliorent et augmentent la portée du signal à large bande dans les régions rurales. Nos clients perçoivent cette gamme de produits comme une façon plus rapide et plus rentable d'améliorer la largeur de bande de leur réseau, un facteur clé pour séduire les clients en ces temps économiques difficiles. Les fournisseurs de services de télécommunication dans les régions rurales du Canada ont obtenu beaucoup de succès avec cette technologie et nous mettons efficacement à profit ces résultats aux États-Unis et dans des pays en développement, où les possibilités foisonnent et où le succès à grande échelle est atteignable.

Malgré un contexte économique défavorable, le rendement du secteur des communications par satellite de la société est demeuré constant, tout comme il l'a démontré au cours des quelques dernières années. Nous avons présenté avec succès, au cours de l'exercice 2009, notre nouvelle gamme de convertisseurs élévateurs de bloc de fréquence

satellitaire; ces solutions commencent à obtenir la faveur des clients exploitant des réseaux satellitaires neufs et existants qui privilégient les mises à niveau plutôt que de nouvelles dépenses d'investissement. Cette nouvelle gamme permet aux clients du secteur des communications par satellite de tirer parti de leur infrastructure existante.

Keragis, intégrée à nos activités au cours de l'exercice 2008 et adressant un marché militaire estimé à 1 milliard de dollars américains, a vu sa technologie brevetée et novatrice dans le domaine des amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide, qui offre un rendement très élevé dans des structures très compactes, être adoptée par certains des participants les plus importants du marché militaire aux États-Unis, notamment par le département de la Défense. Nous pensons que cette division générera d'importantes possibilités au cours des prochaines années et nous continuerons d'appuyer ses activités de recherche et de développement aux États-Unis comme au Canada.

Sur le plan financier, malgré la crise économique mondiale, Mitec a réussi à accroître son bénéfice net et sa trésorerie pour une troisième année consécutive. Ma stratégie visant à faire de Mitec une société efficiente n'utilisant pas plus de ressources que nécessaire comprenait la relocalisation de nos installations de fabrication de Montréal dans une unité de production plus petite et plus économique qui s'est effectué vers la fin de 2008, ainsi que l'agrandissement de nos installations en Chine.

Je tiens à remercier le conseil d'administration ainsi que son président, Jeffrey Mandel, pour leur soutien et leurs conseils tout au long de cette année difficile. Je tiens également à souligner le dévouement de nos employés, sans lesquels notre succès serait impossible. Les membres du conseil d'administration et de la direction de Mitec croient qu'un résultat net positif reste le principal facteur du succès futur de Mitec et nous nous engageons à faire en sorte que la société atteigne cet objectif le plus rapidement possible.



DANIEL PIERGENTILI

Président et chef de la direction, Mitec Telecom Inc.

RAPPORT DE GESTION

Mitec Telecom Inc. («Mitec» ou la «Société») est un chef de file dans la conception et la fourniture de produits de radiofréquences (« RF ») destinés aux secteurs des télécommunications et des communications par satellite et à divers autres secteurs. La Société sert une clientèle internationale composée de fournisseurs de réseaux qui intègrent ses produits à des réseaux sans fil à haut rendement utilisés pour la transmission de la voix et des communications de données/ Internet, permettant ainsi la communication vers les usagers finaux partout à travers le monde. Établie à Montréal, au Canada, la Société exploite également des installations aux États-Unis et en Chine. Mitec Telecom Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole MTM.

Le présent rapport de gestion décrit du point de vue de la direction de Mitec, les résultats que la Société a obtenus au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2009. Ce rapport de gestion comprend un examen de la situation financière de Mitec et une analyse des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 en comparaison avec l'exercice terminé le 30 avril 2008.

Ce rapport de gestion complète les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 30 avril 2009 sans en faire partie. Il vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance, liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et il doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2009. Les états financiers de Mitec ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 28 juillet 2009. Des informations supplémentaires sur la Société sont disponibles sur le site Internet de SEDAR : www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la Société liées aux événements futurs. Dans la mesure où des déclarations contenues dans ce document contiennent de l'information qui n'est pas de nature historique, ces déclarations sont essentiellement prospectives et souvent identifiées par des mots comme «anticiper», «prévoir», «estimer», «évaluer»,

«projeter», «planifier» et «croire». Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des plans et des activités d'exploitation futurs, certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs et sont assujettis à des risques, à des incertitudes et à d'autres facteurs importants qui peuvent amener les résultats d'exploitation réels de la Société à différer de manière importante des résultats exprimés ou envisagés selon ces énoncés. Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter, l'incertitude liée à la continuité de l'exploitation, l'incidence de la conjoncture économique générale, la situation dans le secteur, y compris les modifications apportées aux lois et aux règlements, l'intensification de la concurrence, la pénurie de personnel ou de gestionnaires compétents, les fluctuations du prix des marchandises, les taux de change ou les taux d'intérêt, la volatilité des marchés boursiers et les répercussions des conventions comptables promulguées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique «Risques et incertitudes» de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle datée du 28 juillet 2009.

Bien que la Société croit que les attentes exprimées dans les énoncés prospectifs sont fondées sur les renseignements disponibles à la date où ils ont été formulés, rien ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Société n'est pas dans l'obligation de mettre à jour ces énoncés prospectifs à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Tous les énoncés prospectifs ultérieurs, qu'ils soient exprimés verbalement ou par écrit par la Société ou quiconque agissant pour son compte, doivent être considérés expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Avant leur publication, les états financiers consolidés annuels de Mitec et ce rapport de gestion, selon la recommandation du comité de vérification, ont été approuvés par le conseil d'administration.

PROFIL

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1972. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se répartissent en deux principaux secteurs d'activité : les télécommunications sans-fil («Télécommunications») et les communications par satellite et terrestres («Communications par satellite»).

Le secteur Télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement et d'amplification de RF de pointe pour les stations de base sans-fil et cellulaires. Ces composantes sont distribuées partout dans le monde et sont intégrées à des infrastructures de communication sans fil à haut débit qui permettent la transmission de la voix, des communications Internet/données ainsi que certaines composantes-clés des communications multimédias qui connaissent présentement une croissance sans précédent.

Le secteur Communications par satellite dégage des produits d'exploitation de la conception, de la fabrication et de la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de micro stations terriennes utilisant les terminaux à très petite ouverture d'antenne (« TTPO »). Le secteur génère aussi des produits de ses applications reliées aux amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide, composées de plusieurs propriétés intellectuelles et protégées par des brevets, principalement pour les communications des gouvernements, des principales firmes d'intégration des communications militaires ainsi que les systèmes radar.

Le siège social de Mitec est situé à Montréal, au Canada et la Société possède d'autres exploitations à Suzhou (Chine) et à Poway (États-Unis). Au 30 avril 2009, la Société comptait 289 employés à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Le 26 mai 2009, la Société a lancé un nouveau site Web en mandarin. Ce nouveau site Web démontre l'engagement de Mitec à servir le marché chinois, puisqu'il permettra à la Société d'offrir ces services beaucoup plus efficacement à l'échelle locale.

Le 20 avril 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçue une commande d'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada pour plusieurs de ses sites. Cette nouvelle commande fait suite à la réussite d'un réseau d'essai comprenant des solutions de couverture de Mitec qui avait été annoncée en février 2009.

Le 16 mars 2009, la Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 et de 19 289 779 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 jusqu'au 30 octobre 2009.

Le 17 février 2009, la Société a annoncé qu'elle avait reçu sa première commande pour un réseau d'essai de l'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada. La commande était pour une solution de couverture qui s'était avérée efficace pour améliorer les performances des réseaux colocalisés de services sans fil. Il s'agissait de la première commande pour ce produit auprès d'une entreprise de télécommunications.

Le 7 janvier 2009, la Société a annoncé qu'elle avait conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe auprès d'un nouveau client et d'important fournisseur de services de télécommunications. Il s'agissait du premier d'une série de contrats que la Société prévoyait conclure à long terme avec ce client.

Le 4 décembre 2008, la Société a dévoilé son intention de mettre à exécution une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, proposant d'acheter, à compter du 8 décembre 2008, un nombre maximal de 11 033 337 de ses actions ordinaires, qui représentent environ 5 % des actions ordinaires émises en cours.

Le 27 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait obtenu un brevet d'invention de l'Institut des brevets et marques de commerce des États-Unis pour sa technologie sur les amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide. La technologie utilise les amplificateurs de puissance.

Le 19 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait reçu des commandes d'élevant à plus de 1,6 millions de dollars pour ses composants d'infrastructure d'accès sans fil mobile de deux des cinq plus importants fournisseurs de télécommunications sans fil mondiaux.

Le 13 novembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications. Cette entente pourrait également permettre à la Société de réaliser au cours des prochaines années des résultats égaux à ceux qu'elle a obtenus jusqu'à maintenant dans le secteur sans-fil.

Le 19 septembre 2008, la Société a annoncé qu'elle avait prolongé la date d'expiration de 4 650 000 de ses droits de souscriptions d'actions ordinaires jusqu'au 3 avril 2009, soit une période additionnelle de 6 mois, compte tenu de la forte période de turbulence que connaissaient les marchés financiers.

Le 23 mai 2008, la Société a nommé Monsieur Jeffrey Mandel au poste de président de son conseil d'administration.

Le 20 mai 2008, la Société a annoncé qu'elle avait reçu une commande de produits de solution sans fil d'une valeur de 3 millions \$ d'un important fournisseur de télécommunications. Les produits ont été livrés au cours des trois à six prochains suivants.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières pour les trimestres de l'exercice courant et de l'exercice précédent. Certains chiffres correspondant de 2008 ont été reclassés afin de les rendre comparables à ceux de 2009.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 927	7 922	10 568	14 931	10 766	9 829	7 978	7 603
Bénéfice brut	1 083	1 897	2 366	3 166	2 399	1 959	1 697	2 063
Frais de recherche et développement	1 122	1 039	1 136	1 013	1 300	1 041	1 129	1 007
Frais de vente et d'administration	1 891	1 430	1 714	1 534	1 577	1 563	1 603	1 486
Profit net (perte nette)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)
Résultat par action – de base et dilué								
- Perte nette	(0,01)	(0,00)	(0,01)	0,00	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Dépenses non-récurrentes :								
- Dépréciation des immobilisations corporelles	80	—	351	—	104	—	—	—
- Dépréciation l'écart d'acquisition	1 607	—	—	—	—	—	—	—
- Dépréciation des investissements	—	—	—	—	450	—	275	—
Total de l'actif	30 321	36 244	39 230	44 027	40 043	40 602	38 864	31 261
Dette à long terme	1 215	1 116	1 057	1 067	1 124	1 464	2 112	693
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	4 666	4 040	5 255	3 324	4 861	5 164	4 252	4 418

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé pour le quatrième trimestre terminé le 30 avril 2009 a atteint 6,9 millions \$, représentant une diminution de 36 % par rapport à la même période l'an dernier. La diminution du chiffre d'affaires de la Société est imputable à la récession mondiale sans précédent qui s'est traduite par une baisse immédiate de la demande mondiale en biens d'équipement de télécommunications sans fil. Ceci est principalement dû à la crise de crédit ainsi qu'aux difficultés éprouvées par les entreprises fournisseurs de services pour obtenir des fonds permettant l'acquisition de dépenses en immobilisations. Les livraisons du secteur Télécommunications ont été de 2,2 millions \$, soit une diminution de 59 %, soit 3,2 millions \$ pendant le quatrième trimestre comparativement à la même période l'année précédente, alors que les sources de crédits était largement disponible et que la demande pour les produits de la Société était très forte dans les pays émergents et en Amérique du Nord.

Le secteur Communications par satellite, qui a dégagé 68 % du total des produits d'exploitation, a diminué de 0,7 million \$ à 4,7 millions \$ ou 13 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Bien que ce secteur a historiquement démontré des revenus trimestriels prévisibles, on peut constater qu'il n'a pas échappé aux effets de la récession mondiale sur les fabricants de produits de télécommunications.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)

	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	2 206	3 101	4 073	10 394	5 360	4 362	2 189	2 973
% du total des produits	31,8 %	39,1 %	38,5 %	69,6 %	49,8 %	44,4 %	27,4 %	39,1 %
Communications par satellite	4 721	4 821	6 495	4 537	5 406	5 467	5 789	4 630
% du total des produits	68,2 %	60,9 %	61,5 %	30,4 %	50,2 %	55,6 %	72,6 %	60,9 %

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 s'élevait à 1,1 millions \$, une baisse de 1,3 millions \$ comparativement aux 2,4 millions \$ enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2008. Bien que la Société a su mettre en œuvre un programme de contrôle des dépenses au cours du trimestre, le bénéfice brut a été affecté négativement par un taux inférieur d'absorption de ses coûts fixes de fabrication résultant de la rapide réduction des commandes provoquée par une récession mondiale extrêmement rapide. Malgré cette conjoncture économique, la Société a poursuivi son programme de déploiement de nouveaux produits qui, dans un premier temps, comporte des marges bénéficiaires plus faibles en raison des coûts de lancement et de marketing importants associés au début de stade de communication. En conséquence, le bénéfice brut du secteur Télécommunications a été de 0,2 million \$ négatif au cours du quatrième trimestre du présent exercice financier, une diminution de 1,1 million \$ par rapport au bénéfice brut de 0,9 million \$ pour la même période l'an dernier. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a subi une baisse de 0,3 million \$, passant de 1,5 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008 à 1,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2009.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentages)

	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Télécommunications	(166)	382	571	2 087	903	867	345	737
% du total des produits	(7,5 %)	12,3 %	14,0 %	20,1 %	16,8 %	19,9 %	15,8 %	24,8 %
Communications par satellite	1 247	1 515	1 795	1 081	1 496	1 091	1 352	1 327
% du total des produits	26,4 %	31,4 %	27,6 %	23,8 %	27,7 %	20,0 %	23,4 %	28,7 %

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 ont diminué de 14 %, passant de 1,3 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2008 à 1,1 millions \$. Malgré des conditions économiques difficiles, la Société a continué de supporter sa croissance et n'a pas réduit ses investissements en R et D dans chacune de ses lignes de produits afin de promouvoir la disponibilité de ses nouveaux produits destinés à l'industrie des télécommunications sans fil mobile et fixes.

Ces investissements sont aussi concentrés autour des programmes clé pour les marchés reliés aux TTPO ainsi qu'aux programmes militaires américains et permettront à Mitec de devancer ses concurrents.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 ont augmenté de 20 %, passant de 1,6 millions \$ à 1,9 millions \$. L'augmentation est le résultat de l'enregistrement de provisions pour le règlement des litiges en cours.

Perte nette

La perte nette pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009 s'est établie à 3,1 millions \$, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 1,8 millions \$, ou 0,01 \$ par action pour le même trimestre de l'exercice 2008. L'augmentation de la perte nette est principalement attribuable à une imputation comptable ponctuelle après impôts de 1,1 millions \$ pour la perte de valeur de l'écart d'acquisition associée principalement aux activités de Mitec aux États-Unis. N'eût été de ce rajustement comptable ponctuel sans incidence sur la trésorerie, la perte nette enregistrée au quatrième trimestre de 2009 se serait chiffrée à 2 millions \$, largement attribuable à un niveau plus faible de bénéfice brut et des dépenses plus élevées de ventes et d'administration tel que décrit précédemment. La dépréciation de l'écart d'acquisition de 1,6 millions \$ était reliée à

une réduction de la valeur de l'une de ses filiales, Keragis Corporation. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % afin d'estimer la réduction de valeur. Cette méthode reflète bien le conservatisme démontré par la Société dans ses divulgations d'informations financières. Bien que la demande pour les produits de Keragis continue de progresser favorablement avec certains clients militaires américains, la direction croit que cette dépréciation est appropriée à la lumière des conditions économiques actuelles.

Bénéfice avant intérêts, impôts et taxes et amortissement

A titre d'information supplémentaire à la mesure des revenus basés sur les PCGR du Canada, ce rapport de gestion présente le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »). Les amortissements incluent les dépréciations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, des charges reportés et des placements. Les intérêts incluent la charge d'intérêts sur la dette bancaire et sur les prêts à long terme réduits des revenus d'intérêts. Le BAIIA est fourni afin d'aider le lecteur à déterminer la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie positifs de ses opérations. La Société a présenté de plus le BAIIA ajusté provenant des ses activités poursuivies de manière à présenter l'impact des frais de restructuration, du taux de change, de la rémunération à base d'actions et du recouvrement des crédits d'impôt non remboursables. Le BAIIA n'est pas une mesure standardisée respectant les PCGR du Canada et peut ne pas être comparable à ceux présentées par d'autres corporations.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le BAIIA et l'évaluation des PCGR dans les états des résultats consolidés intermédiaires non vérifiés pour les huit derniers trimestres. De plus, il présente également le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars)

	2009				2008			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net/(perte nette)	(3 108)	(360)	(1 195)	55	(1 751)	(1 352)	(2 341)	(977)
Impôts sur les bénéfices	(523)	(89)	(14)	(14)	(97)	—	—	—
Amortissement, perte sur disposition et dépréciation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées et des placements	2 214	515	972	753	1 305	1,248	823	769
Intérêts	27	(1)	65	37	36	302	78	24
BAIIA	(1 390)	65	(172)	831	(507)	198	(1 440)	(184)
Effet des pertes de change et de la rémunération à base d'actions	(425)	(673)	(95)	94	472	(297)	930	293
BAIIA ajusté	(1 815)	(608)	(267)	925	(35)	(99)	(510)	109

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES

Le tableau suivant présente les principales informations financières qui sont dérivés de nos états financiers consolidés vérifiés des trois derniers exercices:

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	40 348	36 176	33 807
Bénéfice brut	8 512	8 118	5 450
Frais de recherche et développement	4 310	4 477	5 455
Frais de vente et d'administration	6 569	6 229	7 339
Frais de restructuration et autres charges	—	—	1 728
Perte découlant des activités poursuivies	(4 608)	(6 421)	(12 364)
Perte nette	(4 608)	(6 421)	(12 372)
Résultat par action – de base et dilué:			
- Activités poursuivies	(0,02)	(0,03)	(0,10)
- Perte nette	(0,02)	(0,03)	(0,10)
Total de l'actif	31 321	40 043	33 163
Dette à long terme	1 215	1 124	797
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	4 666	4 861	6 361

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS TERMINÉES LE 30 AVRIL 2009

Variations des résultats d'exploitation

Par le passé, nos résultats d'exploitation ont connu de fortes variations, d'une période à l'autre. Il est probable qu'il en soit de même à l'avenir. Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront tributaires de plusieurs facteurs dans un avenir prévisible, dont l'acceptation par le marché des nouveaux produits développés, le progrès de notre programme de réduction des coûts de plusieurs frais fixes et la conclusion de certaines initiatives d'ententes de partenariat. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'une période sur l'autre de nos résultats d'exploitation ne donnent pas une bonne idée de notre rendement futur.

Chiffre d'affaires

Pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 40,3 millions \$, une augmentation de 12 % ou 4,2 millions \$, par rapport à 36,2 millions \$ l'année précédente. L'augmentation du chiffre d'affaires de la Société, qui est largement imputable au secteur Télécommunications pendant la première moitié de l'année financière 2009, a été de 4,9 millions \$, ou de 33 %, comparativement à 19,8 millions \$ l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par une plus forte demande de l'industrie pour les produits de la Société venant des pays émergents ou lorsque les décisions sont principalement basées sur des améliorations apportées aux réseaux. Les ventes du segment Communications par satellite ont diminué de 1,0 million \$, ou 5 %, pour atteindre 20,6 millions \$ par rapport à l'année précédente grâce une plus grande pénétration des nouveaux produits lancés cette année sur le marché du TTPO, qui ont démontré beaucoup d'intérêts mais qui se caractérisent cependant par un cycle de ventes plus lent lorsque les produits en sont au début du stade de commercialisation. De façon générale, la Société était en voie de montrer de bien meilleurs résultats au sein de ses deux secteurs de Télécommunications et de Communication par satellite avant que les effets de la récession mondiale ne l'affectent de manière importante; la Société croit aussi avoir montré pour l'année 2009 une bonne performance compte tenu des circonstances et avoir mieux réussi que la plupart des entreprises concurrentes œuvrant dans le même secteur.

Le fait que la Société développe des technologies de prochaine génération et fabrique des produits qui permettent de réduire les coûts en permettant une plus large bande passante constitue une raison importante pour que les clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, continuent d'acheter des équipements. De plus, la Société bénéficie d'une large répartition géographique de sa clientèle qui n'est pas dépendante exclusivement d'une région spécifique ce qui permet à la Société de prendre avantage de la reprise économique lorsque qu'elle apparaît dans une région ou l'autre.

Distribution géographique

	Amérique du Nord	Europe	Asie	Autre
2009	37 %	17 %	33 %	13 %
2008	33 %	24 %	32 %	11 %
2007	44 %	22 %	26 %	8 %

Bénéfice brut

Le bénéfice brut pour l'exercice 2009 a augmenté de 0,4 millions \$ à 8,5 millions \$ comparativement à 8,1 millions \$ l'année précédente. Cette augmentation est le résultat d'une combinaison de facteurs dont une meilleure absorption des frais fixes liée à un plus fort volume de ventes au cours de la première moitié de l'année financière, celle-ci a malheureusement été contrebalancée par un faible volume des ventes sans précédent au cours de la seconde moitié entraîné par les effets de la récession mondiale. Les autres facteurs étaient que les ventes réalisées suite au lancement de nouveaux produits comportant une marge bénéficiaire brute plus élevée, les dépenses reliées directement au lancement de ces nouveaux produits ainsi que le programme de réduction des dépenses sont des facteurs qui ont influencé la variation du bénéfice brut. Le bénéfice brut du secteur Télécommunications pour l'exercice 2009 est demeuré stable à 2,9 millions \$ lorsque comparé à l'exercice 2008. Le bénéfice brut du secteur Communications par satellite a connu une augmentation de 0,3 millions \$, passant de 5,3 millions \$ à l'exercice 2008 à 5,6 millions \$ durant l'exercice courant. La marge brute est passée de 24,7 % à 27,4 %, en raison principalement de l'augmentation des ventes sur le marché militaire dont la marge bénéficiaire est plus élevée.

(en milliers de dollars, à l'exception des pourcentage)

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Télécommunications	2 874	2 853	(1 392)
% du chiffre d'affaires	14,5 %	19,2 %	(11,7 %)
Communications par satellite	5 638	5 265	6 842
% du chiffre d'affaires	27,4 %	24,7 %	31,3 %

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R et D), réduits des crédits d'impôt à l'investissement, pour l'exercice 2009 ont été de 4,3 millions \$ comparé à 4,5 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette diminution est imputable à la réduction des investissements dans le secteur des communications sans fils puisque ces produits entament les dernières étapes d'approbation. Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses de R et D dans le développement des produits pour le marché militaire réalisé par sa filiale américaine Keragis. La Société a l'intention de maintenir ce même niveau de dépenses en R et D.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2009 ont été de 6,6 millions \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 6,2 millions \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation résulte du règlement de quelques litiges au cours du présent exercice financier; ces litiges ne sont pas susceptibles de se répéter.

Charges financières

Les charges financières ont atteint 0,9 million \$ durant l'exercice courant comparativement à 0,5 million \$ pour l'exercice 2008. Cette augmentation est le résultat d'une combinaison de facteurs incluant les intérêts sur les débetures convertibles ainsi que la charge de désactualisation du passif à long terme.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a baissé de 0,1 million \$ à 1,0 million \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 1,1 millions \$ pour la même période l'année précédente suite à la fin de l'amortissement de la perte à la cession-bail reportée et le loyer à la cession-bail reporté d'un établissement loué précédemment.

Rémunération à base d'actions

Le montant de la charge constatée au cours de l'exercice à titre de rémunération à base d'actions s'est élevé à 0,6 million \$ pour l'exercice 2009 soit approximativement le même montant que pour l'exercice précédent.

Dépréciation des immobilisations corporelles

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice 2009 et suite à un examen de ses emplacements, la Société a comptabilisé une réduction de la valeur de ses immobilisations corporelles de 0,5 million \$. Pour l'exercice 2008, une réduction de valeur de 0,1 million \$ avait été constatée.

Dépréciation des actifs incorporels

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des actifs incorporels et évalue si une réduction de valeur devait être considérée. Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépense requise de 50 000 \$ qui a affecté le résultat net; pour l'exercice fiscal précédent, une dépréciation de 40 000 \$ avait été requise.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable de l'écart d'acquisition basée sur une comparaison de la valeur comptable à la juste valeur de l'unité d'exploitation. Le test annuel de dépréciation de l'écart d'acquisition provient de l'acquisition de Keragis et a été complété le 30 avril 2009, résultant du fait que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ avant impôts était nécessaire. La direction demeure encouragée par le potentiel de sa filiale Keragis qui continue de susciter l'intérêt de clients importants du secteur militaire américain. Comme c'est le cas pour plusieurs autres marchés, certains contrats ont été retardés suite aux conséquences économiques actuelles; cependant, ces retards ont commencé à se réduire.

Impôts sur les bénéfices

La Société a encouru un recouvrement d'impôt de 0,6 million \$ au cours de l'exercice 2009 relié à l'économie d'impôts liée aux pertes constatées et à l'amortissement des actifs intangibles acquis comparativement à une charge de 0,1 million \$ pour l'exercice de 2008.

Perte nette

Pour l'exercice 2009, la perte nette s'est chiffrée à 4,6 millions \$, ou 0,02 \$ par action, une amélioration de 1,8 millions \$ comparativement à une perte de 6,4 millions \$, ou 0,03 \$ par action, pour l'exercice 2008. Cependant, les résultats de l'exercice 2009 comprennent une imputation comptable ponctuelle après impôts de 1,1 millions \$ pour l'écart d'acquisition associé à une acquisition antérieure de Mitec aux États-Unis. N'eût été ce rajustement comptable ponctuel sans incidence sur la trésorerie, la perte nette enregistrée pour l'exercice 2009 aurait été réduite de 3,5 millions \$ principalement attribuable à un bénéfice brut plus élevé ainsi qu'à une hausse des frais de vente et d'administration suite à la réduction rapide du chiffre d'affaires au cours du quatrième trimestre tel que décrit précédemment. La diminution de la perte nette est le résultat de meilleures marges bénéficiaires générées par les opérations combinées à l'incidence positive du programme de restructuration et des gains de change reliés aux éléments du bilan.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La Société comptait 4,6 millions \$ de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme au 30 avril 2009, comparativement à 4,9 millions \$ au 30 avril 2008, ce qui devrait être suffisant pour assurer la bonne marche de ses opérations, le remboursement des débetures convertibles, le cas échéant, et ses besoins de dépenses en immobilisations. La Société bénéficie en plus d'un solide fonds de roulement pouvant supporter un financement externe si le besoin était requis.

Le fonds de roulement, excluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, a diminué de 11 %, passant de 9,1 millions \$ à la fin de l'exercice 2008 à 8,1 millions \$ à la fin de l'exercice courant. La baisse est principalement attribuable à de larges efforts afin de diminuer les stocks ainsi qu'un montant plus important de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont améliorés de 2,8 millions \$ passant d'un montant négatif de 1,9 millions \$ l'exercice précédent à 0,9 million \$ pour l'exercice courant. Les améliorations apportées à la marge brute ainsi les effets bénéfiques du plan de réduction des dépenses discuté plus tôt sont les principaux facteurs qui ont contribué à cette amélioration.

Flux de trésorerie d'investissement

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 0,9 million \$ pour l'exercice se terminant le 30 avril 2009 en raison de l'achat d'équipements réalisés au cours de l'exercice. En 2008, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 1,9 millions suite à l'acquisition de Keragis (1,2 millions \$) et à l'achat d'équipements (0,7 million \$).

Flux de trésorerie de financement

Les activités de financement ont occasionné des sorties de fonds de 0,5 million \$ découlant des remboursements sur la dette à long terme réalisés. En 2008, les flux de trésorerie provenant des activités de financement s'élevait à 2,2 millions \$ suite à l'émission de débentures convertibles d'un montant de 2,5 millions \$.

Gestion du capital

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital. La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails. Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

RISQUES ET INCERTITUDES

Mitec opère dans des segments de l'industrie qui sont chacun sujet à une variété de risques et d'incertitudes. Si l'un des risques suivants se matérialise, les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société pourraient être largement et défavorablement affectés, tel que décrit ci-bas. Des risques et incertitudes additionnelles présentement inconnus de la Société ou présentement non significatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur son exploitation dans le futur.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les états financiers consolidés se rattachant au présent rapport sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a accumulé un déficit de 119 980 000 millions \$ au 30 avril 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé ses frais d'exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à réaliser un niveau satisfaisant de produits, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables et de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société, et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inapplicable. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels afin de sécuriser le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les secteurs d'activités des télécommunications et des communications par satellite.
3. Créer un comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société afin d'explorer diverses opportunités reliées à son expansion et à sa croissance.

Au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2009, la Société a conclu les transactions suivantes afin diminuer l'impact de certaines des incertitudes décrites ci-dessus :

- a. La Société a annoncé qu'elle a reçu une commande de produits de solution sans fil d'une valeur de 3 millions \$ d'un important fournisseur de télécommunications.
- b. La Société a annoncé qu'elle avait prorogé l'échéance de 4 650 000 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 18 octobre 2006 et de 19 289 779 bons de souscription d'actions ordinaires émis dans le cadre d'un placement privé conclu le 30 mars 2007 jusqu'au 30 octobre 2009.
- c. La Société a annoncé qu'elle avait été choisie à titre de fournisseur pour sa gamme de produits sans fil par l'un des géants mondiaux en télécommunications en vertu d'un programme général d'approvisionnement.
- d. La Société a annoncé qu'elle avait reçu ses premières commandes d'une valeur de plus de 1,6 millions \$ pour une solution de couverture qui s'était avérée efficace pour améliorer les performances des réseaux colocalisés de services sans fil.
- e. La Société a annoncé qu'elle avait obtenu un brevet d'invention pour sa technologie d'amplificateurs de puissance à semi-conducteurs à état solide de l'Institut des brevets et marques de commerce des États-Unis.
- f. La Société a annoncé qu'elle a conclu son premier contrat d'achat de composantes d'accès sans fil fixe avec un nouveau client et important fournisseur de services de télécommunications.

- g. La Société a annoncé qu'elle avait reçu sa première commande pour un réseau d'essai pour une solution de couverture de l'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada.
- h. La Société a annoncé qu'elle avait reçue une commande pour un réseau d'essai pour une solution de couverture d'une des plus importantes entreprises de télécommunications du Canada.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

Risque lié à l'industrie

Notre succès sur le marché du sans fil commercial est tributaire dans une large mesure des investissements de nos clients dans des infrastructures sans fil. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction à la baisse actuelle et prévue de la demande des consommateurs à l'égard de leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle se poursuit, la demande de nos produits sans fil commerciaux pourrait diminuer considérablement ou ne pas s'accroître, ce qui aurait un effet défavorable sur nos produits d'exploitation. En outre, la nécessité d'investir dans l'ingénierie, la recherche et le développement et la commercialisation requis pour pénétrer les marchés et maintenir le service à la clientèle limitent notre pouvoir de comprimer les frais en période de ralentissement économique

Dépendance à l'égard de quelques clients

La Société est exposée à un risque qui découle du fait qu'elle dépend de certains contrats et clients importants. Au cours de l'exercice 2009, la Société a réalisé 42 % de son chiffre d'affaires auprès de deux clients principaux. Ces mêmes deux clients principaux ne représentaient que 23 % du chiffre d'affaire de la Société pour la seconde moitié de l'exercice 2009. Bien que la Société déploie des efforts considérables pour entretenir ses relations avec ses clients, rien ne peut garantir que Mitec sera en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ces clients dans le futur, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les modifications apportées à leurs stratégies commerciales, aux échéances, ou aux questions de commercialisation, peuvent avoir une incidence financière considérable sur Mitec. Mitec s'emploie énergiquement à accroître sa clientèle et à diversifier ses réseaux des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec maintiendra une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter le caractère anticyclique des activités des secteurs des télécommunications et des communications par satellites.

Secteur d'activité des clients

En règle générale, les composantes et les sous-systèmes intégrés offerts doivent être conçus sur mesure aux fins d'utilisation dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoulons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Nous choisissons nos clients en évaluant leurs chances de réussite sur le marché, toutefois, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client peut reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si, pour une raison ou pour une autre, nos clients décidaient de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, nos produits d'exploitation chuteraient, entraînant des retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Nos résultats trimestriels ont fluctué considérablement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit, les commandes des clients et les expéditions qui leur sont destinées, l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus, le lancement de nouveaux produits; notre capacité d'obtenir des composantes et des sous-ensembles auprès des fournisseurs, et les variations quant à l'efficacité du processus de fabrication. L'un de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et le matériel nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composantes, la production et la livraison des produits seront retardées, nous risquons de perdre des clients et notre rentabilité pourra en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu d'un matériel de qualité acceptable ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions

une augmentation des coûts, lesquels sont strictement gérés au moyen d'ententes officieuses à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités qu'exerce la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des principaux fournisseurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et la dépendance à l'égard des systèmes d'information, lesquels sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Changements technologiques

Mitec est conscient de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir le flux de rentrées de fonds émanant de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Notre investissement en R et D demeure un élément primordial de notre entreprise, et continuera d'être complété par des techniques provenant de l'extérieur.

Cadres supérieurs et autres employés clés

Le succès de la Société est en grande partie attribuable au leadership et à l'expérience de son équipe de direction et de certains employés clés. La perte inattendue de ses cadres ou de certains employés clés ou l'incapacité de la Société à recruter ou conserver ces individus dans le futur pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et sur les succès de la Société. Afin d'atténuer ce risque, la Société évalue et ajuste sa rémunération en fonction des conditions en vigueur dans le marché et a mis en place un programme de rémunération incitative pour ses employés clés.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage des liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus concernant le rapatriement de ces liquidités au Canada est assujéti à des lois gouvernementales et peut faire l'objet de restrictions.

Conjoncture économique

Les récents changements dans la situation économique mondiale représentent un risque pour la Société puisqu'ils peuvent diminuer la capacité des clients de la Société à avoir accès à des sources de financement pour leurs investissements en immobilisations pouvant résulter en des délais dans les commandes et augmenter les fluctuations trimestrielles. Cela pourrait également affecté les activités de la Société. À titre d'exemple, la réduction massive des activités de fabrication suite à des conditions économiques défavorables pourraient entraîner des dépenses significatives reliées au licenciement temporaire ou au congédiement de ses employés. La Société dispose de produits et de technologies qui permettent la réduction des coûts d'opérations en réduisant les coûts reliés à la bande passante pourrait influencer positivement certain clients, aux prises avec des contraintes budgétaires, à continuer d'acheter de l'équipement.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société bénéficie d'une large répartition géographique de sa clientèle qui n'est pas dépendante exclusivement d'une région spécifique ce qui permet à la Société de prendre avantage de la reprise économique lorsque qu'elle apparaît dans une région ou dans l'autre. L'incertitude quant à la disponibilité de crédits à l'échelle mondiale continue de persister. Cette situation reliée à la disponibilité du crédit est cependant fluide, et il est difficile de prédire ses conséquences futures. La Société ne disposa pas présentement de facilité de crédit, et il y a un risque pour la Société que cette facilité de crédit soit nécessaire.

Taux d'intérêt

La Société n'est pas exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liés à sa dette à long terme étant donné qu'elle porte intérêt à un taux fixe.

Conversion de devises

a. Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b. Activités étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company, Ltd. et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en

vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportés est constaté en résultat net.

Taux de change

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en monnaie étrangère, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. La Société n'a pas conclu de contrat de couverture de taux de change durant l'exercice de 2009. De plus, la Société détient de la trésorerie et équivalents de trésorerie, certains actifs à court terme et des créditeurs et autres charges à payer en yuan chinois (RMB) et en dollars US (US \$) et elle est donc assujettie au risque de fluctuation des taux de change sur les soldes suivants :

	Au 30 avril 2009		Au 30 avril 2008	
	RMB	US \$	RMB	US \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 732 993	2 035 822	11 288 477	1 786 176
Débiteurs	7 987 471	3 059 722	34 184 732	4 924 270
Créditeurs et charges à payer	4 345 869	1 092 082	43 342 602	2 082 476

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et aux réglementations environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des modifications à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

Fluctuation du cours des actions

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fortes fluctuations provoquées par divers facteurs, notamment les résultats d'exploitation réels ou anticipés, les annonces d'innovations technologiques, les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus ou que nos concurrents ou clients ont conclus, l'effet de la réglementation gouvernementale, les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil, ainsi que la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. De plus, les cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi périodiquement d'importantes fluctuations. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur le cours des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. Le cours de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

ÉVENTUALITÉS

La Société est assujettie à différentes réclamations et éventualités liées à des poursuites, aux impôts et contrats, ainsi que d'autres obligations commerciales. Les contrats et les autres obligations commerciales relèvent principalement de contrats de location-exploitation. La Société constate le passif découlant des éventualités et engagements lorsqu'une perte est probable et qu'elle peut être estimée. Des changements importants en matière de probabilité et d'estimations de pertes pourraient avoir pour conséquences la constatation d'un passif supplémentaire.

En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency (« USEPA ») de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société qu'elle la tenait potentiellement responsable de la contamination du « Alling Industrial Park » et qu'elle invitait la Société à entamer des négociations avec la USEPA pour résoudre la réclamation de l'agence relativement au remboursement de ses frais. Peu de temps après, La USEPA émettait un avis spécial enclenchant une période de négociations en vertu de statuts réglementaires dans lequel elle déposait une demande formelle de remboursement de ses frais, Mitec a entamé des négociations en vue de conclure une entente confidentielle de règlement. En réponse aux négociations, la Société a reçu en juillet 2008 une proposition de règlement de la part de la USEPA qu'elle étudie

présentement. Cependant, certaines incertitudes demeurent quant à l'établissement définitif des montants qui devront être payés et de certains autres éléments de l'entente de règlement, la Société a enregistré une provision de 143 000 \$ (120 000 \$ US) pendant l'exercice courant.

L'ancien propriétaire des installations du New Jersey de la Société a intenté une poursuite contre la Société et certains de ses sous-locataires en dommages relativement aux locaux loués. À l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, cependant, la Société a enregistré une provision de 36 000 \$ (30 000 \$ US) pendant l'exercice courant.

La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société selon leurs échéances annuelles:

Date d'échéance	Dette à long terme \$	Contrats de location-exploitation \$
Mois d'un an	1 215	416
2 – 3 ans	—	720
4 – 5 ans	—	138
Plus de 5 ans	—	—
Obligations contractuelles totales	1 215	1 319

Le conseil d'administration a mandaté son président du conseil afin qu'il explore au nom de la Société différentes possibilités de fusion et d'acquisition et qu'il sollicite activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats positifs qu'il obtiendra de ces initiatives. Les modalités relatives à la rémunération totale n'ont pas encore été déterminées.

ACTIONS ORDINAIRES, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 avril 2009, il y avait 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscription en circulation ainsi que 14 818 050 options d'achat d'actions. Au cours de l'exercice 2009, la Société a émis 354 331 actions ordinaires suite à la conversion de débetures convertibles. De plus, la Société a décidé de prolonger la date d'expiration de 4 650 000 de ses bons de souscriptions de 6 mois ainsi que celle de 19 289 779 de ses bons de souscriptions pour le 30 octobre 2009.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 18 471 135 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 223 583 actions au 30 avril 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées. En date du 30 avril 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les seuls éléments hors bilan de la Société sont relatifs aux contrats de location-exploitation exclusivement, tel que décrit ci-dessus. À l'exception de ces engagements, qui sont considérés de nature courante des affaires, la Société n'a pas d'autres éléments hors bilan et ne prévoit pas en utiliser, autrement que dans le cours normal des affaires dans un avenir immédiat.

Stocks

Le nouveau chapitre 3031, « Stocks », du Manuel de l'ICCA remplace le chapitre 3030, « Stocks ». Il fournit plus de directives sur les exigences relatives à l'évaluation et l'information à fournir à l'égard des stocks. Les nouvelles conventions imposent que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Cette norme fournit des directives quant aux types de coûts qui peuvent être capitalisés et exige la reprise de la dépréciation préalable des stocks si la conjoncture économique change. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir concernant le capital

Le nouveau chapitre 1535 du Manuel de l'ICCA - « Informations à fournir concernant le capital » du Manuel de l'ICCA établit les normes de divulgation de l'information au sujet du capital d'une entité et de la façon dont il est géré, et ce, afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédés de l'entité en matière de gestion du capital. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société. Les informations additionnelles à fournir en vertu de cette norme sont présentées à la note 20.

Instruments financiers

La Société a adopté les deux nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA, chapitre 3862 – « Instruments financiers – Informations à fournir » et le chapitre 3863 – « Instruments financiers – Présentation » qui remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». La nouvelle norme de présentation reprend les anciennes exigences de présentation et la nouvelle norme relative à l'information à fournir augmente l'importance accordée à la divulgation de l'information relative aux risques découlant des instruments financiers constatés et non constatés auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Les informations à fournir en vertu de ces normes sont présentées aux notes 21 et 22.

Normes générales de présentation des états financiers

Le chapitre 1400 – « Normes générales de présentation des états financiers » comprend l'obligation pour la direction d'évaluer la capacité de la Société à opérer selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation et à divulguer toutes incertitudes significatives se rapportant à des événements ou à des conditions pouvant jeter un doute quant à la possibilité pour la Société d'opérer en vertu de la continuité de l'exploitation. La direction a conclu suite à son analyse à la fin de l'exercice qu'une mention à ce sujet était nécessaire à la note 1 de ses états financiers consolidés vérifiés.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

Écart d'acquisition et actifs incorporels et coûts de recherche et développement

En février 2008, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants : Chapitre 3064, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplacera le chapitre 3062, « Écart d'acquisition et actifs incorporels » et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce chapitre est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels afin que ces normes soient alignées sur les normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères relatifs à la comptabilisation d'un actif et au moment de la constatation des charges. En particulier, les indications permettant le report de frais ont été éliminées. Les nouvelles exigences sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers

intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET PROVISIONS COMPTABLES

L'établissement des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants communiqués et la présentation des notes aux états financiers consolidés sont déterminés à l'aide des meilleures estimations de la direction fondées sur les hypothèses les plus probables de conditions économiques et un plan d'action. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits, la juste valeur des actifs et passifs acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises, l'évaluation et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'actualisation des débiteures convertibles, les obligations légales, la disposition de garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créance douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et ces différences peuvent s'avérer importantes. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés. Les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

Évaluation des stocks

La Société constitue une provision pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La provision est calculée en tenant compte de l'âge des stocks et des attentes actuelles et futures à l'égard des produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles est fondée la provision pour désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la provision pour désuétude des stocks est susceptible de varier considérablement d'une période à l'autre en raison de modifications apportées à l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction analyse l'ensemble de cette provision afin d'évaluer si, d'après la conjoncture économique, elle est adéquate.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la recouvrabilité des actifs à long terme lorsqu'il existe des indices qu'une dépréciation est possible. Pour réaliser cette analyse, au moment où elle établit ses flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs, la Société considère des facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Ces estimations pourraient modifier de façon considérable les flux de trésorerie en découlant et les justes valeurs estimatives généralement fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie pour déterminer la dépréciation.

Écart d'acquisition

Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition découlant de l'acquisition de Keragis a été complété le 30 avril 2009. Étant donné que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ avant impôts était nécessaire.

Provision pour créances douteuses

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs à la date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte du registre des paiements, des tentatives de recouvrement, des déclarations de faillite et des événements à caractère économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les pertes prévues en raison de la conjoncture actuelle. Toutefois, une dégradation marquée de l'un de ces facteurs ou de la santé économique pourrait entraîner des modifications importantes de ces attentes.

Actifs d'impôts futurs

La Société comptabilise les actifs d'impôts futurs surtout à titre de reports de perte prospectifs et d'écarts temporaires déductibles. La direction évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision pour moins-value. D'après cette évaluation, elle établit s'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité des actifs d'impôts futurs se réalisent. Les facteurs pris en compte comprennent le bénéfice futur établi d'après les prévisions internes, les pertes des années antérieures et leur date d'échéance, l'historique des pertes reportées prospectivement, de même que les stratégies raisonnables de planification fiscale.

Provision pour garanties

La Société a constitué une provision pour garanties à la vente de certains produits destinés aux microstations terriennes qui comprennent des composantes actives. Cette estimation est fondée sur l'historique de la fréquence des réparations et sur les coûts connexes. La direction examine périodiquement cette provision et les provisions constituées au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008 ont été jugées adéquates.

Rémunération à base d'actions

La Société fait une estimation de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs. Au 30 avril 2009, un total de 14 818 050 options sur actions étaient en cours dont 10 770 000 étaient exerçables. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour passer en charges les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle de Black et Scholes. Toute contrepartie versée par les employés, les dirigeants et les administrateurs à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres.

Engagements et éventualités

La Société est sujette à différentes réclamations et éventualités reliées à des poursuites potentielles, des impôts, des accords commerciaux et autres obligations commerciales. Les contrats et autres obligations commerciales sont principalement reliées à des contrats de location-exploitation. La Société enregistre des engagements et éventualités lorsque qu'une perte est probable et peut être déterminée. Des changements significatifs tant qu'à l'estimation des conséquences ainsi que l'évaluation des montants pourrait résulter en la reconnaissance d'engagements additionnels.

OPÉRATIONS PROJÉTÉES

La Société étudie régulièrement les occasions de regroupement d'entreprises et de dessaisissement qui pourraient accroître la valeur pour les actionnaires.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le conseil d'administration a mandaté son président du conseil afin qu'il explore au nom de la Société différentes possibilités de fusion et d'acquisition et qu'il sollicite activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats positifs qu'il obtiendra de ces initiatives. Les modalités relatives à la rémunération totale n'ont pas encore été déterminées. De plus, au cours de l'exercice, des frais de consultation pour la gestion des relations avec les investisseurs d'un montant de 37 500 \$ (2008 – néant) ont été payés à une société contrôlée par le président du conseil d'administration.

PERSPECTIVES

La Société demeurera concentrée sur la réalisation de son plan de restructuration et ciblera ses activités sur les occasions existantes et nouvelles provenant des secteurs des Télécommunications et des Communications par satellite.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans ses différents documents est enregistrée, traitée, condensée et présentée fidèlement.

Le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 avril 2009, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) pour l'exercice terminé le 30 avril 2009. L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé Internal Control-Integrated Framework publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnent de manière efficace.

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2009 ayant eu une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET PRÉSENTATION PERMANENTE DE L'INFORMATION

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 28 juillet 2009. Des informations mises à jour sur Mitec, y compris la notice annuelle, peuvent être consultées sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

Au 28 juillet 2009, 220 666 756 actions ordinaires et 37 828 668 bons de souscriptions étaient émis et en circulation, ainsi qu'un total de 14 818 050 options sur actions.

ÉTATS FINANCIERS

CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 30 AVRIL 2009 ET 2008

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À l'égard de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de Mitec Telecom Inc., et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. À chaque trimestre, le comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes BDO Dunwoody s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



DANIEL PIERGENTILI

Président et Chef de la direction



BRUNO DUMAIS

Vice-Président, finances et Chef de la direction financière

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de Mitec Telecom Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Mitec Telecom Inc. aux 30 avril 2009 et 2008 ainsi que les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 avril 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

BDO Dunwoody LLP

COMPTABLES AGRÉÉS

Montréal (Québec)

Le 28 juillet 2009

CA auditeur permis no 10589

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 30 avril	2009	2008
	\$	\$
Actif		
Court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 485	4 784
Placements à court terme, composés de fonds du marché monétaire	181	77
Débiteurs	5 592	10 036
Autres débiteurs (Note 6)	126	630
Impôts sur les bénéfices à recevoir (Note 14)	323	839
Stocks (Note 7)	8 088	8 759
Charges payées d'avance et autres charges	629	580
	19 424	25 705
Immobilisations corporelles (Note 8)	5 493	6 084
Actifs incorporels (Note 9)	3 263	4 310
Écart d'acquisition (Note 10)	1 991	3 598
Placements (Note 11)	25	25
Charges reportées	-	321
Impôts futurs (Note 14)	125	-
	30 321	40 043

Passif et capitaux propres

Court terme		
Créditeurs et charges à payer	5 449	11 373
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (Note 12)	1 215	382
	6 664	11 755
Dette à long terme (Note 12)	-	742
Impôts futurs (Note 14)	-	515
	6 664	13 012

Capitaux propres

Actions ordinaires (Note 13)	132 142	132 097
Bons de souscription (Note 13)	1 925	1 931
Composante capitaux propres des débentures convertibles (Note 12)	14	46
Surplus d'apport	9 836	9 223
Déficit	(119 980)	(115 372)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(280)	(894)
	23 657	27 031
	30 321	40 043

Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation (Note 1)

Engagements et éventualités (Note 15)

Au nom du Conseil,



Robert Boisjoli, Administrateur



Jeffrey Mandel, Administrateur

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2009	2008
	\$	\$
Chiffre d'affaires (Note 18)	40 348	36 176
Coût des ventes (Note 18)	31 836	28 058
	8 512	8 118
Charges		
Frais de recherche et de développement	4 310	4 477
Frais de vente et d'administration	6 569	6 229
Amortissement des actifs incorporels	1 000	1 145
Charges financières (Note 19)	853	518
(Gain) perte de change	(1 706)	787
Perte à la cession et à la dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 8)	470	104
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 9)	50	40
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 10)	1 607	–
Dépréciation des placements (Note 11)	–	725
Rémunération à base d'actions (Note 13)	607	611
	13 760	14 636
Perte avant impôts sur les bénéfices	(5 248)	(6 518)
Recouvrement d'impôts (Note 14)	(640)	(97)
Perte nette de l'exercice	(4 608)	(6 421)
Variation nette de la perte de conversion non réalisée des états financiers des filiales étrangères autonomes	614	23
Résultat étendu de l'exercice	(3 994)	(6 398)
Résultat de base et dilué par action ordinaire	(0.02)	(0.03)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (Note 13)	220 658 990	197 634 243

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions)

	Actions ordinaires		Bons de souscription		Composante des capitaux propres des débetures convertibles	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Capitaux propres
	# (000)	\$	# (000)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Note	13	13	13	13	12				
Solde au 30 avril 2007	174 502	125 631	27 915	1 311	–	8 645	(108 951)	(917)	25 719
Émises pour l'acquisition d'une entreprise	32 841	4 883	–	–	–	–	–	–	4 883
Émises au terme d'une émission de débetures convertibles	–	–	13 888	753	70	–	–	–	823
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	8 832	999	–	–	(24)	–	–	–	975
Options sur actions levées	350	72	–	–	–	(33)	–	–	39
Bons de souscription levés	3 787	512	(3 787)	(133)	–	–	–	–	379
Rémunération à base d'actions	–	–	–	–	–	611	–	–	611
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	–	–	–	–	–	–	–	23	23
Perte nette de l'exercice	–	–	–	–	–	–	(6 421)	–	(6 421)
Solde au 30 avril 2008	220 312	132 097	38 016	1 931	46	9 223	(115 372)	(894)	27 031
Émises lors de la conversion des débetures convertibles	354	45	–	–	(32)	–	–	–	13
Bons de souscription échus	–	–	(187)	(6)	–	6	–	–	–
Rémunération à base d'actions	–	–	–	–	–	607	–	–	607
Autres éléments du résultat étendu pour l'exercice	–	–	–	–	–	–	–	614	614
Perte nette de l'exercice	–	–	–	–	–	–	(4 608)	–	(4 608)
Solde au 30 avril 2009	220 666	132 142	37 829	1 925	14	9 836	(119 980)	(280)	23 657

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices terminés le 30 avril	2009	2008
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Perte nette de l'exercice	(4 608)	(6 421)
Ajout des éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 327	3 276
Perte à la cession et à la dépréciation d'immobilisations corporelles (Note 8)	470	211
Dépréciation d'actifs incorporels (Note 9)	50	40
Dépréciation de l'écart d'acquisition (Note 10)	1 607	–
Dépréciation des placements (Note 11)	–	725
Recouvrement d'impôts (Note 14)	(640)	(97)
Rémunération à base d'actions	607	611
Charge de désactualisation du passif à long terme	636	325
	449	(1 330)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation (Note 17)	435	(571)
	884	(1 901)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(786)	(619)
Acquisitions d'actifs incorporels	(3)	(64)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	15	48
Acquisition d'entreprise, net des liquidités acquises de 14 \$	–	(1 231)
Acquisitions de placements à court terme	(516)	(229)
Ventes de placements à court terme	412	227
	(878)	(1 868)
Activités de financement		
Émission d'actions suite à l'exercice des bons de souscription (Note 13)	–	379
Émission d'actions suite à l'exercice des options d'achat d'actions (Note 13)	–	39
Émission de débentures convertibles (Note 12)	–	2 294
Remboursement de la dette à long terme	(458)	(500)
	(458)	2 212
Gain de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	153	55
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(299)	(1 502)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	4 784	6 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	4 485	4 784

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS **FINANCIERS CONSOLIDÉS**

30 AVRIL 2009 ET 2008

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions à moins d'indication contraire)

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société, qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellite, a été constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Les présents états financiers consolidés sont fondés sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de l'entité, c'est-à-dire sur l'hypothèse que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Au cours des huit derniers exercices, la Société a connu des pertes et ne possède pas actuellement les moyens de financement qui lui permettraient de supporter ses pertes continues. La Société a un déficit cumulé de 119 980 000 \$ au 30 avril 2009. Au cours des dernières années, la Société a financé son exploitation et ses dépenses en capital au moyen de l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, de sa capacité à atteindre un niveau satisfaisant de chiffre d'affaires, du soutien de ses clients, d'un retour à des activités d'exploitation rentables, de sa capacité de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants, de conclure de nouveaux arrangements financiers et de trouver de nouvelles sources de financement. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs échappant au contrôle de la Société et il existe une incertitude quant à la continuité de son exploitation.

Les états financiers consolidés ne reflètent aucun des redressements qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait injustifiée. Si tel était le cas, des redressements significatifs de la valeur comptable de l'actif et du passif et des charges présentées ainsi que des modifications du classement des éléments du bilan seraient nécessaires pour ces états consolidés.

Face aux incertitudes décrites, la direction projette de prendre les mesures suivantes :

1. Approcher des prêteurs potentiels pour assurer le financement des opérations.
2. Analyser les diverses possibilités pour augmenter les activités des télécommunications et des communications par satellite.
3. Créer un comité fusion et acquisition composé de membres de la direction, d'administrateurs et de conseillers de la Société afin d'explorer les diverses possibilités reliées à son expansion et à sa croissance.

La direction croit qu'en réussissant à sécuriser le financement de ses opérations ou à continuer l'expansion des activités des télécommunications et des communications par satellite, et que, grâce au soutien continu des actionnaires et des clients actuels de la Société, celle-ci pourra poursuivre son exploitation normalement dans un avenir prévisible. Cependant, il n'existe aucune certitude que ces mesures suffiront à permettre la poursuite des activités de la Société dans le cours normal des affaires.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), dont les plus importants sont décrits ci-après :

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales autonomes détenues à part entières, Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd., et Keragis Corporation qui ont été comptabilisées selon la méthode d'acquisition. Tous les principaux comptes et opérations intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation. La Société ne détient aucune participation dans les entités à détenteurs de droits variables.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes PCGR exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et des passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les éléments importants, qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses, comprennent entre autres la durée de vie utile des actifs, la désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs à long terme, l'écart d'acquisition et les actifs intangibles à durée indéfinie, les impôts futurs, les crédits d'impôt à l'investissement, la constatation des produits d'exploitation, la juste valeur des actifs et des passifs acquis lors de regroupement d'entreprises, la mesure et la détermination de la rémunération à base d'actions et des bons de souscription, le taux d'escompte utilisé pour la comptabilisation des débetures convertibles, les frais légaux à payer, la provision pour garantie, les créances irrécouvrables et la provision pour créances douteuses. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées. Une dépréciation accrue de l'écart d'acquisition, des actifs incorporels et des immobilisations pourrait être encourue si les hypothèses sur lesquelles les projections du plan d'affaires sont basées s'avéraient différentes de façon importante. La direction est d'avis que les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont les dates d'échéance sont de 90 jours ou moins de la date d'acquisition. Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur.

Crédits d'impôt à l'investissement

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental sont portés en diminution des charges connexes lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'ils se matérialisent.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Les matières premières incluent tous les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent, y compris le prix d'achat, les frais de douane, les autres taxes non-récupérables et les frais de transport. Les produits en cours et les produits finis incluent, en plus du coût des matières premières incorporées dans la fabrication, le coût de la main d'œuvre directement impliquée dans la fabrication ainsi qu'une affectation des frais de productions fixes et variables et de l'amortissement sur le bâtiment et les équipements. Les coûts sont déterminés selon la méthode du premier entré, premier sorti. En déterminant la valeur de réalisation nette, la Société considère plusieurs facteurs tels que le prix de vente courant, la durée de vie du produit et le volume espéré de ventes futures. Des provisions pour le stock à rotation lente et l'inventaire désuet sont enregistrées lorsqu'elles sont appropriées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux suivants :

Matériel et outillage	10 % à 20 % amortissement dégressif
Bâtiments	20 ans amortissement linéaire
Amélioration locatives	Durée du bail amortissement linéaire
Mobilier et agencements	20 % amortissement dégressif
Outils et matrices	5 ans amortissement linéaire
Matériel informatique	30 % amortissement dégressif
Automobiles	30 % amortissement dégressif

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont constatés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

Logiciels	30 % amortissement dégressif
Technologie brevetée ou brevet en instance et marques de commerce	10 to 17 years straight line
Technologie non brevetée	10 à 17 ans amortissement linéaire
Liste de clients	5 à 10 ans amortissement linéaire

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La direction examine la valeur comptable des actifs et évalue si une dépréciation devrait être comptabilisée. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie non actualisés estimatifs projetés devant découler des actifs sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs et à l'imputation d'une charge à l'état des résultats pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat d'une entreprise acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge. L'écart d'acquisition n'est pas assujéti à l'amortissement.

Au moins une fois par année ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation, la Société soumet l'écart d'acquisition à un test de dépréciation qui consiste à comparer la juste valeur d'une unité d'exploitation à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est comptabilisée dans le résultat net dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

La dépréciation est déterminée en comparant la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable de tout écart d'acquisition rattaché à une unité d'exploitation excède la juste valeur de cet écart d'acquisition, une perte de valeur est comptabilisée pour un montant égal à l'excédent dans l'exercice où cette dépréciation a été constatée.

Charges reportées

Les charges reportées se composent de la perte reportée et de la période libre de loyer liée à une opération de cession-bail. La perte reportée et la période libre de loyer sont amorties sur la durée du bail correspondant.

Constatation des produits d'exploitation

La Société constate les revenus provenant de la vente de produits lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les produits sont expédiés aux clients, que les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés aux clients, que le recouvrement est raisonnablement assuré et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés à moins qu'ils respectent les critères permettant le report et l'amortissement selon les PCGR. Jusqu'à présent, la Société n'a pas reporté de frais de développement.

Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

Conversion de devises

a) Activités canadiennes

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur aux dates du bilan. Les actifs et passifs non-monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change historique. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains et les pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

b) Activités étrangères

Les états financiers des filiales étrangères autonomes de la Société, soit Mitec Communications Ltd., Mitec Telecom (Suzhou) Company Ltd., et Keragis Corporation, sont convertis en dollars canadiens selon la méthode du taux courant. Selon cette méthode, les éléments d'actifs et de passifs sont convertis à l'aide du taux de change en vigueur à la date de la fin de l'exercice et les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes sur cette conversion sont comptabilisés et inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu compris dans les capitaux propres. En cas de réduction de l'investissement net dans une filiale étrangère autonome, un montant proportionnel des gains ou pertes de conversion reportées est constaté en résultat net.

Instruments financiers

La Société classe ses instruments financiers en fonction de leur nature dans l'une des catégories suivantes; détenus à des fins de transaction, disponible à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers. Les actifs et passifs financiers sont initialement tous constatés à leur juste valeur sauf pour ceux issus d'une opération entre apparentés qui sont comptabilisés à la valeur comptable du cédant ou à la valeur d'échange conformément au chapitre 3840, Opérations entre apparentés, du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA»).

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transactions comptabilisés à leur juste valeur et les variations de leur juste valeur sont constatés dans l'état des résultats. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés à titre d'actifs détenus à des fins de transactions.

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur en utilisant le cours du marché s'il est disponible, et les gains ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation. Les investissements dans les sociétés privées sont enregistrés au coût puisque la juste valeur marchande n'est pas disponible pour de tels investissements. Si la perte latente est considérée autre que temporaire, elle est alors comptabilisée dans le résultat net de la période. Les placements à court terme et les placements sont classés comme disponibles à la vente.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur comptable des débiteurs et autres débiteurs est une estimation raisonnable de leur juste valeur considérant la nature à court terme de ces instruments financiers.

Les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur comptable des créditeurs est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur considérant la nature à court terme de ces instruments financiers. La valeur comptable de la dette à long terme et des débiteurs convertibles est une juste estimation de leur juste valeur; la valeur comptable des débiteurs convertibles est frappée d'une charge de désactualisation pendant la durée de la débiteur afin de refléter, à l'échéance, le montant payable et le montant payable échéant à moins d'un an.

La Société a décidé de comptabiliser les coûts de transaction liés aux instruments en réduction de la valeur comptable de ces instruments financiers connexes.

La juste valeur de ces instruments financiers est présentée à la note 21.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

La Société a un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 13. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés, administrateurs et consultants. Les options attribuées aux employés, aux administrateurs et aux consultants sont passées en charges au cours de la période d'acquisition des droits sous-jacents. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes. Toute contrepartie versée à l'exercice des options sur actions ou à l'achat d'actions est créditée aux capitaux propres. La Société constate les droits déçus dans la période où un employé cesse d'exercer ses fonctions ou décide volontairement de le faire.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options et de bons de souscription serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1er mai 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants récemment proposés par le Manuel de l'ICCA :

Stocks

Le nouveau chapitre 3031, « Stocks », du Manuel de l'ICCA remplace le chapitre 3030, « Stocks ». Il fournit plus de directives sur les exigences relatives à l'évaluation et l'information à fournir à l'égard des stocks. Les nouvelles conventions imposent que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Cette norme fournit des directives quant aux types de coûts qui peuvent être capitalisés et exige la reprise de la dépréciation préalable des stocks si la conjoncture économique change. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Informations à fournir concernant le capital

Le nouveau chapitre 1535 - « Informations à fournir concernant le capital » du Manuel de l'ICCA établit les normes de divulgation de l'information au sujet du capital d'une entité et de la façon dont il est géré, et ce, afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, les politiques et les procédés de l'entité en matière de gestion du capital. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société. Les informations à fournir en vertu de cette norme sont présentées à la note 20.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

La Société a adopté les deux nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA, chapitre 3862 – « Instruments financiers – Informations à fournir » et le chapitre 3863 – « Instruments financiers – Présentation » qui remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». La nouvelle norme de présentation reprend les anciennes exigences de présentation et la nouvelle norme relative à l'information à fournir augmente l'importance accordée à la divulgation de l'information relative aux risques découlant des instruments financiers constatés et non constatés auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Les informations à fournir en vertu de ces normes sont présentées aux notes 21 et 22 General Standards of Financial Statement Presentation

4. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Écart d'acquisition et actifs incorporels et coûts de recherche et développement

En février 2008, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants : Chapitre 3064, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », qui remplacera le chapitre 3062, « Écart d'acquisition et actifs incorporels » et le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce chapitre est en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels afin que ces normes soient alignées sur les normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Fondements conceptuels des états financiers

En février 2008, l'ICCA a apporté des modifications au chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », afin de clarifier les critères relatifs à la comptabilisation d'un actif et au moment de la constatation des charges. En particulier, les indications permettant le report de frais ont été éliminées. Les nouvelles exigences sont en vigueur pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Regroupements d'entreprises

Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), Regroupements d'entreprises. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice devant être ouvert à compter du 1er janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

Consolidation des états financiers

Le chapitre 1601, « États financiers consolidés » et le chapitre 1602, « Participation sans contrôle » remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 établit des normes de présentation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'informations

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront entièrement harmonisés avec les IFRS, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI »). La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels liés aux exercices débutant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Par conséquent, la Société sera tenue de se conformer aux IFRS pour ses états financiers annuels de 2012 débutant avec ses états financiers intermédiaires du premier trimestre se terminant le 31 juillet 2011. La Société se conformera à ces nouvelles normes en fonction du calendrier établi aux termes de celles-ci. La Société est actuellement à l'étape d'évaluation détaillée dans le cadre de laquelle elle analyse l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

5. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

En date du 17 septembre 2007, la Société a complété l'achat des actions de Keragis Corporation pour un montant de 6 128 000 \$. Keragis Corporation conçoit et fabrique la prochaine génération d'amplificateurs destinés aux communications

et aux systèmes de radars commerciaux et militaires. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et ses résultats d'exploitation ont été inclus dans les présents états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition du prix d'acquisition a initialement été fondée sur les meilleures estimations de la Société et a été sujette à la réalisation d'une évaluation indépendante. La contrepartie en trésorerie a été financée par l'émission de débetures convertibles.

Durant le quatrième trimestre de 2008, la Société a complété la répartition du prix d'achat relatif à l'acquisition. Le prix d'acquisition a été ajusté suite à la réalisation d'une évaluation indépendante. Le tableau suivant résume les éléments d'actifs nets acquis à leur juste valeur :

	\$
Trésorerie	14
Débiteurs	18
Stocks	85
Immobilisations corporelles	60
Actifs incorporels – Technologies en instance de brevets	2 266
Actifs incorporels – Liste de clients	777
Écart d'acquisition	3 598
	6 818
Créditeurs et charges à payer	(78)
Passifs d'impôts futurs	(612)
Actifs nets acquis	6 128
Contrepartie :	
Trésorerie (incluant des frais de transactions de 194 000 \$)	1 245
Actions ordinaires émises	4 883
	6 128

Les technologies en instance de brevets sont amorties sur une période de 10 ans, soit leur durée de vie utile prévue, en utilisant la méthode d'amortissement linéaire. La liste de clients est amortie sur une période de 5 ans en utilisant la méthode d'amortissement linéaire. La valeur présumée des 32 840 625 actions ordinaires émises a été évaluée à 4 883 000 \$.

6. AUTRES DÉBITEURSS

	2009	2008
	\$	\$
Taxes à la consommation à recevoir	115	110
Billet portant intérêt à 10 % venant à échéance en mai 2008	–	264
Autres taxes à recouvrer	–	115
Divers	11	141
	126	630

7. STOCKS

	2009	2008
	\$	\$
Matières premières et composantes acquises	5 343	6 076
Produits en cours	1 946	1 909
Produits finis	799	774
	8 088	8 759

Au cours de l'exercice, la Société a enregistré une dépréciation des stocks au montant de 714 000 \$ (2008 – 226 000 \$). Le montant des stocks compris dans le coût des ventes s'élève à 22 985 000 \$ (2008 – 19 929 000 \$).

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au 30 avril 2009	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Matériel et outillage	14 367	10 535	3 832
Terrain et bâtiments	975	382	593
Améliorations locatives	552	197	355
Mobilier et agencements	1 927	1 643	284
Outils et matrices	539	311	228
Matériel informatique	1 283	1 088	195
Automobiles	46	40	6
	19 689	14 196	5 493

Au 30 avril 2008	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Matériel et outillage	17 417	12 855	4 562
Terrain et bâtiments	966	358	608
Améliorations locatives	273	27	246
Mobilier et agencements	2 016	1 732	284
Outils et matrices	397	241	156
Matériel informatique	1 196	976	220
Automobiles	38	30	8
	22 303	16 219	6 084

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable des immobilisations corporelles selon le plan stratégique de la Société et le contexte commercial dans lequel elle évolue. Au cours de l'exercice, la Société a déterminé que la valeur comptable de certains actifs composés principalement de matériel, outillage, mobiliers et agencements n'avaient plus aucune valeur. En conséquence, les immobilisations corporelles avec une valeur comptable de 431 000 \$ (2008 – 104 000 \$) ont été radiées ainsi qu'une perte à la cession d'immobilisations corporelles de 39 000 \$ (2008 – 107 000 \$) a été enregistrée.

9. ACTIFS INCORPORELS

Au 30 avril 2009	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels	4 117	3 733	384
Technologie brevetée, brevet en cours d'homologation et marques de commerce	2 324	387	1 937
Technologie non brevetée	1 891	1 473	418
Liste de clients	7 314	6 790	524
	15 646	12 383	3 263

Au 30 avril 2008	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels	4 077	3 542	535
Technologie brevetée, brevet en cours d'homologation et marques de commerce	2 388	168	2 220
Technologie non brevetée	1 891	1 173	718
Liste de clients	7 314	6 477	837
	15 670	11 360	4 310

La direction passe régulièrement en revue la valeur comptable du portefeuille d'actifs incorporels quand elle décèle un signe de baisse de valeur. Durant l'exercice, la Société a déterminé que la situation économique globale et la baisse de la valeur boursière de la Société représentent des événements significatifs qui laissent croire que certains actifs incorporels pourraient ne plus avoir de valeur. La direction a effectué un test de dépréciation en date du 30 avril 2009 en se basant sur une analyse des flux monétaires futurs. Suite à l'analyse de la valeur non actualisée des flux monétaires futurs, certains actifs incorporels avec une valeur comptable de 50 000 \$ (2008 – 40 000 \$) ont été radiés.

10. ÉCART D'ACQUISITION

Le test annuel de dépréciation de la valeur de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition Keragis (Note 5) a été effectué le 30 avril 2009. Étant donné que la valeur boursière de la Société est inférieure à sa valeur aux livres, la Société a effectué un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. La Société a utilisé un modèle d'évaluation des flux monétaires futurs basé sur un taux d'actualisation de 27 % et a convenu qu'une dépréciation de 1 607 000 \$ (2008 – néant) était nécessaire.

11. PLACEMENTS

	2009	2008
	\$	\$
Actions ordinaires d'une compagnie privée	25	25

Le coût du placement s'élevait à 750 000 \$. En 2008, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 725 000 \$.

12. DETTE À LONG TERME

	2009	2008
	\$	\$
a) Emprunt à terme auprès d'Investissement Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3,5 % remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$, remboursée en février 2009	-	382
b) Débentures convertibles portent intérêt à 10 % et venant à échéance en octobre 2009	1 215	742
	1 215	1 124
Moins : tranche échéant à moins d'un an	1 215	382
	-	742

Débentures convertibles

En octobre 2007, la Société a émis des débentures convertibles non-garanties d'une valeur de 2 500 000 \$ (« débentures convertibles »). Des frais d'émission de 206 000 \$ ont été encourus et sont présentés en diminution de la dette à long terme et de certaines composantes des capitaux propres. Les débentures convertibles comportent des intérêts annuels de 10 %, payable annuellement, viennent à échéance en octobre 2009 et sont subordonnées à toutes dettes de la Société à l'exception de celles qui, de par leur rang, lui sont égales. Les détenteurs de débentures convertibles peuvent convertir la valeur à l'émission de ces débentures en actions ordinaires à un prix défini comme étant le moindre de 0,18 \$ ou du prix du marché, défini comme étant le prix moyen pondéré calculé sur les 5 jours précédant la conversion mais sujet à un prix minimal de 0,12 \$ par action ordinaire, en tout temps pendant une période de 2 ans. Les intérêts payés sur les débentures convertibles sur le terme de deux ans, en n'assumant aucun ajustement pendant leur existence, totaliseront 500 000 \$ si les débentures convertibles se rendent à maturité. Sujet à l'approbation des autorités réglementaires, les intérêts courus peuvent être payés en actions ordinaires calculés en fonction de leur valeur équivalente en utilisant les mêmes conditions que celles en vigueur pour la conversion des débentures. Au cours de l'exercice, des débentures convertibles pour une valeur de 45 000 \$ (2008 – 1 055 000 \$) ont été converties en 354 331 (2008 – 8 791 666) actions ordinaires au prix de 0,127 \$ (2008 – 0,12 \$) et aucune action ordinaire (2008 – 40 411) ont été émises pour le paiement des intérêts courus. Au 30 avril 2009, la valeur nominale des débentures convertibles s'établissait à 1 400 000 \$ (2008 – 1 445 000 \$).

Au moment de l'émission des débentures convertibles, 13 888 889 bons de souscription ont été émis à leurs détenteurs. Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action ordinaire additionnelle à un prix de 0,18 \$ par action pour une période de deux ans à partir de l'émission des bons de souscription. Les 13 888 889 bons de souscription ont été évalués à 753 000 \$ en utilisant le modèle d'évaluation de Black et Scholes en assumant une volatilité de 93 %, un taux d'intérêt sans risque de 4,0 %, un taux de rendement nul et une durée de vie de deux ans.

12. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Débetures convertibles (suite)

Conformément aux PCGR canadiens, les débetures convertibles sont comptabilisées selon leur substance et présentées selon leurs composantes de dette à long terme, de bons de souscription et de capital actions. La composante passif a été évaluée, préalablement à l'ajustement, à la date d'émission à la valeur actuelle des versements de capital et d'intérêts exigibles en espèces en vertu des modalités des débetures convertibles à un taux d'actualisation de 15 %. Les composantes, évaluées individuellement tel que décrit ci-dessus, ont ensuite été ajustées au prorata pour obtenir chacune des composantes. La différence entre la composante dette, les bons de souscriptions et la valeur nominale des débetures convertibles est constatée comme capitaux propres. La composante passif est accrue à sa valeur nominale par la constatation d'une charge dans les résultats tout au long de sa vie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'émission des débetures convertibles ont été alloués entre la dette à long terme et certaines composantes des capitaux propres.

13. CAPITAL ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le Conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

Le capital-actions émis et en circulation est présenté dans les états consolidés des capitaux propres.

Bons de souscription

Le nombre de bons de souscription en circulation s'établit comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Au 30 avril 2009		Au 30 avril 2008	
		#(000)	Date d'expiration	# (000)	
0,10 \$	Le 30 octobre 2009	4 651	Le 3 octobre 2008	4 838	
0,18 \$	Le 17 octobre 2009	13 888	Le 17 octobre 2009	13 888	
0,22 \$	Le 30 octobre 2009	19 290	Le 30 mars 2009	19 290	
		37 829		38 016	

Pendant l'exercice, la Société a décidé de prolonger la date d'expiration des 4 650 000 bons de souscriptions de 6 mois ainsi que de porter celle de 19 289 779 bons de souscriptions au 30 octobre 2009. La Société peut forcer l'exercice de 19 289 779 de bons de souscription venant à échéance le 30 octobre 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,35 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait à 4,2 millions de dollars. La Société peut forcer l'exercice des bons de souscription venant à échéance le 17 octobre 2009 si le cours de clôture de ses actions ordinaires est égal ou supérieur à 0,36 \$ sur une période de 20 jours de négociations consécutifs en Bourse. Le montant du produit brut additionnel s'élèverait alors à 2,5 millions de dollars.

Perte par action

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires s'établit comme suit:

	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	220 658 990	197 634 243
Incidence des options sur actions et bons de souscription dilutifs, montant net	74 899	2 747 831
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilués en circulation	220 733 889	200 382 074

Pour les exercices terminés les 30 avril 2009 et 2008, l'incidence sur le résultat par action ordinaire de 62 973 385 (2008 – 52 820 285) options sur actions et des bons de souscription pouvant potentiellement être exercés n'était pas incluse dans le calcul de la perte par action puisque leur effet a été antidilutif.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des employés clés, des administrateurs et des dirigeants de la Société. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un titulaire et la période d'acquisition, étant habituellement d'au plus cinq ans, est déterminés à la discrétion du Conseil d'administration.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le Conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options sont incessibles et ne peuvent être exercées que si le titulaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant de la Société. Au 30 avril 2009, 5 181 950 (2008 – 5 466 050) options étaient disponibles aux fins d'attribution en vertu du régime.

Les changements apportés au nombre d'options sur actions en circulation attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	Au 30 avril 2009		Au 30 avril 2008	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Number	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début de l'exercice	14 533 950	0,25	6 206 450	0,41
Variation au cours de l'exercice :				
Attribuées	1 380 000	0,07	9 145 000	0,16
Exercées	—	—	(350 000)	0,11
Frappées d'extinction	(527 900)	0,31	(447 500)	0,43
Échues	(568 000)	1,36	(20 000)	8,50
Solde à la fin de l'exercice	14 818 050	0,19	14 533 950	0,25
Options exerçables à la fin de l'exercice	10 770 000	0,21	6 520 517	0,35

La juste valeur moyenne pondérée à la date de l'attribution des options sur actions en 2009 était de 0,07 \$ (2008 – 0,16 \$).

La juste valeur des options attribuées a été calculée au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes en prenant en compte une moyenne pondérée de volatilité de 98 % (2008 – 95 %), un taux d'intérêt sans risque de 2,4 % (2008 – 3,6 %), un taux de rendement de l'action nul et une durée de vie prévue de l'option de cinq ans.

Les informations supplémentaires sur les options d'achat d'actions en cours au 30 avril 2009 sont comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
0,07 \$ à 0,10 \$	1 340 000	0,07	7,8	293 000	0,07
0,11 \$ à 0,16 \$	6 623 000	0,14	8,0	4 667 950	0,13
0,17 \$ à 0,25 \$	6 255 000	0,17	7,6	5 209 000	0,17
0,26 \$ à 0,39 \$	286 000	0,33	6,1	286 000	0,33
0,80 \$ à 1,20 \$	35 000	0,80	3,7	35 000	0,80
1,21 \$ à 1,80 \$	100 000	1,61	4,9	100 000	1,61
1,81 \$ à 2,71 \$	138 250	1,91	4,2	138 250	1,91
2,72 \$ à 4,06 \$	31 500	3,45	2,6	31 500	3,45
4,07 \$ à 4,51 \$	9 300	4,51	0,6	9 300	4,51
	14 818 050	0,19	7,7	10 770 000	0,21

La charge totale de rémunération à base d'option de l'exercice constatée aux états consolidés des résultats s'élevait à 607 000 \$ (2008 – 611 000 \$) pour l'exercice.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En 2009, la Société a annoncé son intention de participer à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat d'un maximum de 11 033 337 actions ordinaires représentant 5 % des actions de cette catégorie émises au 27 novembre 2008. L'offre de rachat a débuté en décembre 2008 et pourrait se poursuivre jusqu'en décembre 2009. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, un maximum de 10 % de volume d'opérations moyen quotidien des six mois précédents peut être racheté chaque jour, ce qui représente 223 583 actions au 30 avril 2009. Le nombre d'actions rachetées ainsi que le moment de leur rachat seront fixés par la Société. La totalité des actions rachetées par la Société seront annulées.

En date du 30 avril 2009, la Société n'a racheté aucune action ordinaire.

14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE

a) Les principales composantes du recouvrement d'impôts sur les bénéfices consistent en ce qui suit :

	2009	2008
	\$	\$
Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles avant ce qui suit :	665	85
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement	—	(5)
Économie d'impôts non constatée d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	(665)	(80)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices exigibles	—	—
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices futurs composé des éléments suivants :		
Écarts temporaires provenant des actifs incorporels de l'acquisition d'entreprise	—	(97)
Économie d'impôts liée aux pertes constatées	(640)	—
Recouvrement d'impôts	(640)	(97)

b) Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices présentées diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe s'établissent comme suit :

	2009	2008
	\$	\$
Perte avant impôts sur les bénéfices	(5 248)	(6 518)
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	30,90 %	30,90 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices prévu	(1 622)	(2 014)
Rajustements		
Incidence fiscale de la rémunération à base d'options sur actions non déductible	188	189
Incidence fiscale des écarts permanents	1 030	187
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	36	52
Modifications du taux d'imposition	(282)	
Incidence des taux d'imposition étrangers	—	(75)
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	(15)	(18)
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement	—	(5)
Économie d'impôts non constatée découlant de pertes	690	1 667
Économie d'impôts non constatée d'une exonération fiscale temporaire dans un pays étranger	(665)	(80)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	(640)	(97)

c) L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

	2009	2008
	\$	\$
Passifs d'impôts futurs		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	19	60
Charges reportées et autres	—	29
Écarts temporaires liés aux actifs incorporels de l'acquisition d'entreprise	359	515
Total des passifs d'impôts futurs	378	604
Actifs d'impôts futurs		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	9 092	12 166
Report prospectif de dépenses de recherche et de développement	5 562	4 943
Valeur fiscale des immobilisations en sus de la valeur comptable	3 244	3 189
Valeur non réalisée de la perte sur dévaluation des placements	1 683	1 128
Frais d'émission d'actions et autres	589	429
Total des actifs d'impôts futurs	20 170	21 855
Provision pour moins-value	(19 667)	(21 766)
Total des actifs d'impôts futurs	503	89
Passifs d'impôts futurs nets	—	515
Actifs d'impôts futurs nets	125	—

La Société a des dépenses de recherche et de développement non constatées au Fédéral (Canada) d'environ 18 500 000 \$ et de 23 250 000 \$ au Provincial (2008 – 17 000 000 \$ et 17 700 000 \$ respectivement). Ces dépenses peuvent être utilisées pour réduire le bénéfice imposable et peuvent être reportées indéfiniment. La Société a des reports prospectifs de pertes non constatées d'environ 32 700 000 \$ au Fédéral (Canada), et de 31 000 000 \$ au Provincial. La Société a des reports prospectifs de pertes constatés aux États-Unis d'environ 2 745 000 \$ au niveau fédéral et de 2 946 000\$ au niveau des états, qui expirent en fonction du tableau suivant :

Année d'expiration	Fédéral (Canada)	Provincial	Fédéral (États-Unis)	État
	\$	\$	\$	\$
2010	2 508	2 354	—	—
2011	—	—	—	2
2012	—	—	—	17
2013	—	—	—	48
2014	1 504	1 274	—	106
2015	6 775	6 775	—	—
2016	—	—	—	3
2017	—	—	—	1 232
2018	—	—	—	511
2019	—	—	—	—
2025	—	—	7	—
2026	6 343	6 343	—	—
2027	9 469	8 203	1 187	—
2028	6 036	6 051	512	—
2029	65	—	1 039	1 027
	32 700	31 000	2 745	2 946

De plus, la Société a des pertes en capital déductibles au Canada d'environ 20 500 000 \$ (2008 – 20 500 000 \$) qui n'ont pas été constatées dans les actifs d'impôts futurs décrits ci dessus. La Société a également des crédits d'impôts à l'investissement non constatés d'environ 4 465 000 \$ (2008 – 3 177 000 \$), qui expirent au cours des exercices 2021 à 2029.

Année d'expiration	\$
2021	253
2022	1 110
2023	472
2024	485
2025	413
2026	678
2027	751
2028	184
2029	119
	4 465

La Société a fait l'objet d'une vérification par l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») relativement au service de prestation de recherche et de développement par une filiale américaine de la Société en 2001 et 2002. La Société a fait également l'objet d'une vérification par l'ARC, pour les années d'imposition 1999 à 2004 relativement aux intérêts théoriques sur les prêts consentis à des filiales étrangères. En 2008, la Société a reçu des avis de cotisation de l'ARC.

Suite à sa vérification en avril 2009, l'ARC a émis un avis de cotisation pour les années financières 2003 et 2004 à la Société. Ces avis de cotisation concernent principalement les services de R&D fournis par une filiale américaine de la Société ainsi que des honoraires de gestion fournis par la Société à certaines de ses filiales.

Ces différends font l'objet de discussions avec l'ARC, et la Société est d'avis qu'elle a constitué toutes les provisions nécessaires à cet égard en utilisant les crédits d'impôts à l'investissement et en réduisant les actifs d'impôts futurs liés aux pertes d'exploitation et aux dépenses de recherche et de développement reportées. Cependant, la Société doute du bien-fondé de certaines modifications exigées et a déposée des avis d'opposition auprès de l'ARC. L'issue de ces différends pourrait donner lieu à un ajustement important des montants comptabilisés.

14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET AIDE GOUVERNEMENTALE (SUITE)

En avril 2009, la Société a également reçu un avis de nouvelle cotisation pour l'année financière 2005 relativement au rapatriement de trésorerie provenant de sa filiale chinoise. La Société a accepté cette nouvelle cotisation et ne compte pas la contester. La nouvelle cotisation s'est traduite par une réduction de la perte nette d'exploitation reportée de 4,2 millions de dollars.

Aide gouvernementale

La Société a engagé des dépenses de recherche et de développement, dont certaines donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement comptabilisés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales; ces montants pourraient donc varier. Un montant de 323 000 \$ (2008 – 839 000 \$) a été enregistré à la fin de l'exercice à titre d'impôts sur les bénéfices à recevoir. Les crédits d'impôts à l'investissement qui ont été portés en réduction des dépenses de recherche et développement, s'élevaient à 125 000 \$ (2008 – 160 000 \$).

15. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements de location annuels minimums futurs s'établissent comme suit :

	\$
2010	461
2011	419
2012	301
2013	138
	1 319

- b) Le Conseil d'administration a mandaté son président du conseil à explorer au nom de la Société différentes opportunités de fusion et d'acquisition et de solliciter activement les sources de financement s'y rattachant. Le conseil a donné son accord verbal à fin de rémunérer le président du conseil en fonction des résultats de ces initiatives. Les modalités à l'égard de la rémunération totale n'ont pas encore été déterminés.
- c) En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency (« USEPA ») de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée, et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la USEPA de reprendre son investigation sur la contamination. La USEPA a accepté. Dans une lettre datée de mai 2007, la USEPA a informé la Société qu'elle la tenait potentiellement responsable de la contamination du « Alling Industrial Park » et qu'elle invitait la Société à entamer des négociations avec la USEPA pour résoudre la réclamation de l'agence relativement au remboursement de ses frais. Peu de temps après, La USEPA émettait un avis spécial enclenchant une période de négociations en vertu de statuts réglementaires dans lequel elle déposait une demande formelle de remboursement de ses frais, Mitec a entamé des négociations en vue de conclure une entente confidentielle de règlement. En réponse aux négociations, la Société a reçu en juillet 2008 une proposition de règlement de la part de la USEPA qu'elle étudie présentement. Cependant, certaines incertitudes demeurent quant à l'établissement définitif des montants qui devront être payés et de certains autres éléments de l'entente de règlement, la Société a enregistré une provision de 143 000 \$ (120 000 \$ US) pendant l'exercice courant.
- d) L'ancien propriétaire des installations du New Jersey de la Société a intenté une poursuite, contre la Société et certains de ses sous-locataires, en dommages relativement aux locaux loués. À l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de cette affaire, cependant, la Société a enregistré une provision de 36 000 \$ (30 000 \$ US) pendant l'exercice courant.
- e) La Société fait face, le cas échéant, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis qu'une décision finale au sujet de ces poursuites ne peut être prise pour l'instant, mais que celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

17. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

a) États consolidés des flux trésorerie

Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation :

	2009	2008
	\$	\$
Débiteurs et autres débiteurs	4 949	(4 131)
Créditeurs et charges à payer	(5 652)	4 743
Impôts sur les bénéfices à recevoir	516	(273)
Stocks	671	(1 087)
Charges payées d'avance et autres charges	(49)	177
	435	(571)
Intérêts payés	179	113

b) États consolidés des résultats

	\$	\$
L'amortissement des immobilisations corporelles est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	766	978
Frais de vente et administration, et frais de recherche et de développement	230	387
	996	1 365
L'amortissement des actifs incorporels est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	10	—
Frais de recherche et de développement	59	42
Frais de vente et d'administration	941	1 103
	1 010	1 145
L'amortissement des charges reportées est compris dans les éléments suivants :		
Coût des ventes	195	473
Frais de recherche et de développement	64	146
Frais de vente et d'administration	62	147
	321	766

18. INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

La direction a organisé la Société en la divisant en deux secteurs d'activités principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et l'évaluation de rendement. Ces secteurs d'activités sont les télécommunications (« télécommunications ») auparavant appelé secteur « sans-fil », et les communications par satellite et terrestres (« satellites »). La Société exerce actuellement ses activités au Canada, en Chine et aux États-Unis.

Le secteur des télécommunications touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composants, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur des communications par satellite participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composants, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

18. INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

Les informations pour chaque secteur pour les exercices terminés les 30 avril sont les suivants :

	Télécommunications		2009	Satellites	Total consolidé	
	2009	2008			2009	2008
	\$	\$			\$	\$
Chiffre d'affaires	19 774	14 884	20 574	21 292	40 348	36 176
Coût des ventes	16 900	12 032	14 936	16 026	31 836	28 058
Bénéfice brut	2 874	2 852	5 638	5 266	8 512	8 118
Charges					13 760	14 636
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices					(640)	(97)
Perte nette de l'exercice					(4 608)	(6 421)

La ventilation des actifs par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 30 avril 2009

	Télécommunications		Satellites	Total
	\$			
Actif à court terme	5 739		10 351	16 090
Actif à long terme	2 666		8 207	10 873
	8 405		18 558	26 963
Autres				3 358
Total				30 321

Au 30 avril 2008

	Télécommunications		Satellites	Total
	\$			
Actif à court terme	9 952		10 550	20 502
Actif à long terme	4 700		9 291	13 991
	14 652		19 841	34 493
Autres				5 550
Total				40 043

La ventilation des immobilisations corporelles par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		2009	Satellites	Montants consolidés	
	2009	2008			2009	2008
	\$	\$			\$	\$
Immobilisations corporelles	1 882	3 442	3 611	2 642	5 493	6 084
Additions	347	299	439	320	786	619
Amortissement	554	898	442	467	996	1 365
Perte à la cession	(39)	(72)	—	(35)	(39)	(107)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(397)	(104)	(34)	—	(431)	(104)

La ventilation des actifs incorporels par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Télécommunications		2009	Satellites	Montants consolidés	
	2009	2008			2009	2008
	\$	\$			\$	\$
Actifs incorporels	784	1 235	4 470	6 647	5 254	7 882
Additions	(3)	60	—	6 642	(3)	6 702
Amortissement	193	487	817	658	1 010	1 145
Dépréciation d'immobilisations incorporelles et écart d'acquisition	(50)	—	(1 607)	(40)	(1 657)	(40)

b) Informations sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit :

	2009	2008
	\$	\$
Canada	1 198	1 026
États-Unis	13 805	10 887
Europe	6 730	8 730
Asie	13 242	11 472
Autres	5 373	4 061
	40 348	36 176

Les tableaux suivants représentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition selon la région de production géographique.

	2009	2008
	\$	\$
Chiffres d'affaires		
Canada	21 231	22 264
États-Unis	1 605	689
Chine	18 916	13 892
Inter-pays	(1 404)	(669)
	40 348	36 176
Actifs		
Canada	22 778	22 595
États-Unis	948	7 010
Chine	6 595	10 418
Royaume-Uni	—	20
	30 321	40 043
Immobilisations corporelles, écart d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	9 065	6 333
États-Unis	1 445	6 488
Chine	237	1 171
	10 747	13 992

19. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se composent de ce qui suit:

	2009	2008
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	18	70
Intérêts sur débetures convertibles	140	84
Charge de désactualisation du passif à long terme	636	325
Frais bancaires et autres frais	89	78
Revenus d'intérêts	(30)	(39)
	853	518

20. GESTION DU CAPITAL

La Société regroupe les composantes des capitaux propres et de sa dette à long-terme dans la définition du capital.

La Société gère sa structure de capital afin d'assurer la continuité de l'exploitation et afin d'avoir la souplesse financière permettant d'assurer sa croissance organique, financer certaines acquisitions choisies et y apporte des ajustements en fonction des variations de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, ou contracter de nouveaux crédits-bails.

Historiquement, la Société n'a pas versé de dividendes à ses actionnaires.

20. GESTION DU CAPITAL (SUITE)

La capital de la Société se compose de la dette à long terme et des capitaux propres qui comprennent le capital-actions et n'a pas d'exigences externes.

	2009	2008
	\$	\$
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	1 215	1 124
Capitaux propres	23 657	27 031
	24 872	28 155

21. INSTRUMENTS FINANCIERS

La classification des instruments financiers ainsi que leurs valeurs comptables et leurs justes valeurs respectives au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008 se présente comme suit:

	Actifs détenus à fin de transac-tion	Disponible à la vente	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 avril 2009						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 485				4 485	4 485
Placements à court terme		181			181	181
Débiteurs			5 592		5 592	5 592
Autres débiteurs			126		126	126
Placements		25			25	S/0
Créditeurs				5 449	5 449	5 449
Dette à long terme et débentures convertibles				1 215	1 215	1 215
Au 30 avril 2008						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 784				4 784	4 784
Placements à court terme		77			77	77
Débiteurs			10 036		10 036	10 036
Autres débiteurs			630		630	630
Placements		25			25	S/0
Créditeurs				11 373	11 373	11 373
Dette à long terme et débentures convertibles				1 124	1 124	1 124

22. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à certains risques d'ordre financier, notamment les risques liés au crédit, aux liquidités, aux taux de change et d'intérêt.

Facteurs de risque

Le programme de gestion des risques de la Société cherche à minimiser les effets potentiellement négatifs de ces risques sur la performance financière de la Société et ultimement la valeur pour ses actionnaires. La Société gère ses risques et son exposition aux risques par une combinaison de pratiques commerciales loyales, des instruments dérivés, un système de contrôles internes et un système de contrôles sur les informations à fournir.

Risque de crédit

La Société est exposée aux risques de crédit portant sur sa trésorerie et équivalents de trésoreries, ses placements à court terme, ses comptes clients et sur ses autres débiteurs. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés ou autres types d'instruments financiers pour atténuer les risques de crédit de sorte que l'exposition maximal au risque auquel s'expose la Société est égal à la valeur comptable ou juste valeur des instruments financiers en question. La Société minimise le risque de crédit en s'assurant que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus par des institutions financières de grande réputation.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont maintenues dans l'éventualité de pertes sur créances. Il est possible que le montant réel des pertes découlant des débiteurs, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les débiteurs étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada (« EDC »), et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques. Deux clients représentaient 42 % du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2009 et 27 % des débiteurs au 30 avril 2009 (en 2008, un client représentait 31 % du chiffre d'affaires et 39 % des débiteurs au 30 avril 2008). Pour l'exercice terminé le 30 avril 2009, les deux mêmes clients (2008 – un) représentaient 86 % des ventes dans le secteur télécommunications (2008 – un client représentait 74 % des ventes dans le secteur télécommunications).

Au 30 avril 2009, l'âge des comptes-clients se détaillait comme suite :

	\$
Courant	1 673
31 - 60 jours	2 760
Plus de 61 jours	1 439
Débiteurs	5 872
Moins: provision pour créances douteuses	(280)
	5 592

Risque de liquidité

Le risque de liquidités désigne le risque que la Société ne puisse s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société s'acquitte présentement de ses obligations financières à même sa trésorerie et équivalents de trésorerie. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte aux flux monétaires courants et budgétés. De plus, le conseil d'administration passe en revue et approuve les dépenses d'immobilisations ainsi que les transactions importantes en dehors du cours normal des affaires incluant les propositions de fusion et d'acquisition et tout autre investissement ou désinvestissement majeur. Par le passé, la Société a financé ses projets d'expansion et sa croissance des produits par l'émission de nouvelles actions.

Au 30 avril, 2009, la Société disposait d'un fonds de roulement de 12 760 000 \$ (2008 – 13 950 000 \$). La Société a de la trésorerie et équivalents de trésorerie et un fond de roulement suffisants pour s'acquitter de ses obligations financières. Les créanciers et charges à payer, ainsi que les débiteurs convertibles viennent tous à échéance à l'intérieur de l'exercice courant.

Le tableau suivant présente un résumé des obligations contractuelles importantes de la Société :

Date d'échéance	Contrats de	
	Dette à long terme	location-exploitation
	\$	\$
Moins d'un an	1 215	461
2-3 ans	—	720
4-5 ans	—	138
Plus de 5 ans	—	—
Obligations contractuelles totales	1 215	1 319

Les créanciers de 5 449 000 \$ sont tous considérés courants et dus à moins d'un an.

22. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

Risque du taux de change

La Société est une exploitation internationale, et une tranche importante des dépenses encourues sont en dollars américains. Une variation importante du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain pourrait avoir des répercussions importantes sur les résultats, la situation financière ou les flux de trésorerie. La Société n'a pas couvert son exposition aux variations de change. Au 30 avril 2009, la Société était exposé à un risque de change par le biais de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, ses débiteurs et créditeurs, et les charges à payer exprimés en dollars américains et en yuan (RMB) comme suit :

	Au 30 avril 2009	
	\$(000) RMB	\$(000) US\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 733	2 036
Débiteurs	7 987	3 060
Créditeurs et charges à payer	4 346	1 092

Selon les éléments susmentionnés au 30 avril 2009, et en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une augmentation ou une diminution de 10 % de la valeur du dollar canadien en regard du dollar américain et du yuan entraînerait une augmentation / (diminution) du bénéfice net et du résultat étendu de 695 000 \$ / (695 000 \$).

Risque de taux d'intérêt

La principale source de risque de fluctuation des taux d'intérêts auquel la Société est exposée est le risque d'intérêt associé à la détermination de la juste valeur de ses obligations. Toutefois, une variation des taux d'intérêts n'aurait pas d'incidence sur les résultats ou sur les capitaux propres de la Société.

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2009.

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

ADMINISTRATEURS :

Jeffrey A. Mandel

Président exécutif du conseil d'administration, Mitec Telecom Inc.
Président, AMR Securities Services Inc.

Robert Boisjoli

Président, Atwater Financial Group

Hubert R. Marleau

Directeur général, Palos Capital Corporation

David B. Parkes

Président, David B. Parkes & Associates

Daniel Piergentili

Président et Chef de la direction, Mitec Telecom Inc.

Charles R. Spector

Associé, Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L

ÉQUIPE DE DIRECTION :

Daniel Piergentili

Président et Chef de la direction

Bruno Dumais

Vice-président, finances et Chef de la direction financière

RENSEIGNEMENTS POUR LES INVESTISSEURS :

Vérificateurs :

BDO Dunwoody s.r.l.

Avocats-conseil :

Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L

Agent des transferts et d'inscription :

Compagnie Trust CIBC Mellon

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : MARDI, LE 20 OCTOBRE 2009, 11 H

Holiday Inn Express & Suites Montreal Airport

Merchants Villa Room
10888 Côte-de-Liesse
Dorval, Québec

SYMBOLE BOURSIER :

MTM

INSCRIPTION DU TITRE :

Bourse de Toronto

FIN D'EXERCICE :

Le 30 avril 2009

ACTIONS EN CIRCULATION :

220 666 756 au 30 avril 2009

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS :

Jeffrey A. Mandel

Directeur, relations corporatives avec les investisseurs
Tél: (514) 694-9000
jeffrey.mandel@mitectelecom.com

SIÈGE SOCIAL :

3299 Jean-Baptiste-Deschamps
Lachine, Québec H8T 3E4
Canada

T: 1.514.694.9000

F: 1.514.630.8600

www.mitectelecom.com



WWW.MITECTELECOM.COM